

Crise au Niger

ATTAF ET MAGRAMANE À LA MANŒUVRE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7672 - SAMEDI 26 AOÛT 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Algérie - Afrique du Sud

VERS LA CRÉATION D'UN CONSEIL D'AFFAIRES

Page 4

SIX PAYS ACCÈDENT AUX BRICS, L'ADHESION DE L'ALGERIE REPORTÉE



Six pays, l'Iran, l'Argentine, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Ethiopie et l'Egypte vont rejoindre, à compter du 1er janvier 2024, les BRICS, un élargissement qui renseigne sur la transformation politique du groupe à vocation économique. L'adhésion de l'Algérie à ce groupe est reportée aux prochains sommets, a en croire le Président sud-africain et des sources responsables à Johannesburg.

Page 3

RECRUTEMENTS, PRIME DE SCOLARITÉ, SURCHARGE DES CLASSES…

Derniers réglages avant la rentrée

Page 5

MONDIAUX D'ATHLÉTISME (800 M)

Sedjati et Moula en piste pour l'or ce soir

Page 8

HICHEM BOUSSAHELA AU *JI* :

«Le talent de Souad Djenati n'a pas reçu la reconnaissance méritée»

Page 9

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

CRISE AU NIGER

Attaf et Magramane à la manœuvre

Le plan de l'Algérie pour une solution à la crise au Niger a été exposé avant-hier par le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, en tournée dans trois pays africains, membres de la CEDEAO, le Nigéria, le Ghana et le Bénin.


Ahmed Attaf et Lounès Magramane.

A l'issue de ces concertations avec son homologue nigérian, Yusuf Maitama Tiggar, à Abuja, la capitale du Nigéria, Attaf a rassuré que l'Algérie et le Nigéria sont sur la même longueur d'onde, concernant la solution à mettre en œuvre pour solutionner la crise au Niger.

S'exprimant dans une vidéo mise en ligne par le ministère des affaires étrangères, Ahmed Attaf, a déclaré : «Nous avons réaffirmé de manière catégorique que nous ne tolérerons pas la violation de la démocratie et du système constitutionnel au Niger, que la préservation de la sécurité et de la stabilité au Niger nécessite de plus grands efforts et des sacrifices individuels et collectif et qu'on ne lésinera sur aucun effort dans le but de concrétiser la solution pacifique et politique à la crise au Niger».

Dans le même sens, Attaf a expliqué que «les concertations menées avec les frères au Nigeria ont confirmé que les quatre paramètres mis en avant par le Président Tebboune font l'objet d'une grande convergence et l'objet d'un consensus de nature à faciliter l'activation du principe de la mise en œuvre de solutions africaines aux problèmes de l'Afrique dans le traitement de la crise au Niger».

Ainsi, a souligné Attaf, il a été convenu de la nécessité de coordonner les efforts des deux pays, notamment les initiatives prise par le Président Tebboune et son homologue nigérian, Bola Ahmed Tinubu, en sa qualité de président de la Cedeao, pour renforcer la dynamique internationale et régionale et encourager l'implication de tout le monde autour du processus politique et pacifique pour solutionner la crise au Niger.

Attaf a déclaré, dans ce sens, avoir fait part de la profonde conviction du Président Tebboune de la possibilité de faire prévaloir le processus politique et pacifique pour le règlement de la crise au Niger.

A ce titre, Attaf a souligné que le Président Tebboune a fait état d'une vision claire pour résoudre cette crise, et l'a défendu avec fermeté et détermination dans son contenu et ses principes, et c'est, a-t-il ajouté, la solution qui garantit, en premier lieu, un respect total du cadre juridique africain qui s'oppose à tout changement non-constitutionnel de gouvernement. Une solution qui permet, en second lieu, a-t-il ajouté, le retour au régime constitutionnel au Niger, et qui préserve, en troisième lieu, les acquis réalisés par le Niger durant cette dernière décennie dans le cadre de la consécration des valeurs démocratiques, et qui permet, en quatrième lieu, d'éviter au Niger et à toute la région, les dangers et les conséquences imprévisibles d'une intervention militaire.

Attaf a souligné également que «l'Algérie et le Nigéria n'ont d'autres choix que d'œuvrer ensemble afin d'éviter l'aggravation de la situation au Niger, dans la région et dans l'ensemble du continent africain».

Hier, Attaf s'est rendu à Cotonou, capitale du Bénin. Il a eu des entretiens avec son homologue béninois sur la situation dans la région et les derniers développements au Niger. Par ailleurs, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane, effectue depuis jeudi une visite en République du Niger. Chargé par le président de la République, cette visite intervient dans le cadre des efforts inlassables et continus déployés par l'Algérie pour contribuer à une solution pacifique à la crise dans ce pays voisin.

Le SG du ministère des Affaires étrangères aura dans le cadre de cette visite une série de rencontres avec des personnalités et de hauts responsables de la République du Niger.

S. O. Brahim

SOUTIEN DES BRICS À LA CAUSE SAHRAOUIE

Appel au respect de la Charte des Nations unies

LES PAYS membres du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont souligné à Johannesburg, en Afrique du Sud, la nécessité de l'exécution du mandat de la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) et insisté sur la nécessité d'une solution politique mutuellement acceptable, conformément aux principes de la Charte des Nations unies et aux résolutions de la légalité internationale.

«Nous insistons sur la nécessité de parvenir à une solution politique pérenne mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et en exécution du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO)», a indiqué le communiqué final publié à l'issue des travaux de la 15e session du sommet des BRICS.

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, était arrivé à Johannesburg pour participer à la réunion des BRICS/Afrique, à l'invitation des pays de ce groupe. M. Ghali a également pris part, en outre, à un dîner offert mercredi soir par le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, en l'honneur de plus de 40 chefs d'Etat et de gouvernement participant au rendez-vous de Johannesburg.

S'exprimant lors de son discours sur la politique extérieure de son pays, prononcé à la veille de la tenue du 15e Sommet des BRICS dans la capitale sud-africaine, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a réaffirmé le soutien de son pays à la lutte des peuples palestinien et sahraoui, insistant sur le nécessaire «respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de tous les pays et peuples».


La nécessité d'une solution politique soulignée.

Le Président Ramaphosa a également affirmé que «nous avons toujours estimé que la liberté que nous avons arrachée et la solidarité dont nous avons bénéficié nous obligent à soutenir les luttes de ceux qui sont encore sous le joug colonial». Enchainant que «c'est pourquoi nous continuerons à soutenir les luttes des peuples palestinien et sahraoui».

Il a aussi affirmé que «l'Afrique du Sud, qui est membre du Mouvement des non-alignés, soutient activement les luttes des opprimés à travers le monde».

Le Président sud-africain a, ainsi, réitéré, à cette occasion, l'attachement de son pays à la Charte des Nations Unies, notamment au principe selon lequel «tous les membres doivent régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques».

La présence du président de la RASD à ce 15e sommet des BRICS et la déclaration du groupe des BRICS sur le Sahara occidental marque «l'échec des tentatives du régime du Makhzen marocain visant à annuler la participation du Sahara occidental à cette rencontre. Pour camoufler son échec, il a publié par le biais de son agence officielle une information citant «une source autorisée» prétendant qu'»il s'agissait d'une réunion organisée sur la base d'une initiative unilatérale du gouvernement sud-africain».

Pour rappel, les pays des BRICS avaient déjà appelé, le 26 avril dernier, à une solution politique à même de garantir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, lors de la réunion préparatoire du sommet de Johannesburg.

La RASD avait exprimé, à travers son ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Sidati, sa satisfaction quant à la position exprimée par le groupe des BRICS.

Il avait déclaré à ce propos que «cette position des BRICS constitue en effet un message très clair au Conseil de sécurité onusien, et à l'ONU en général».

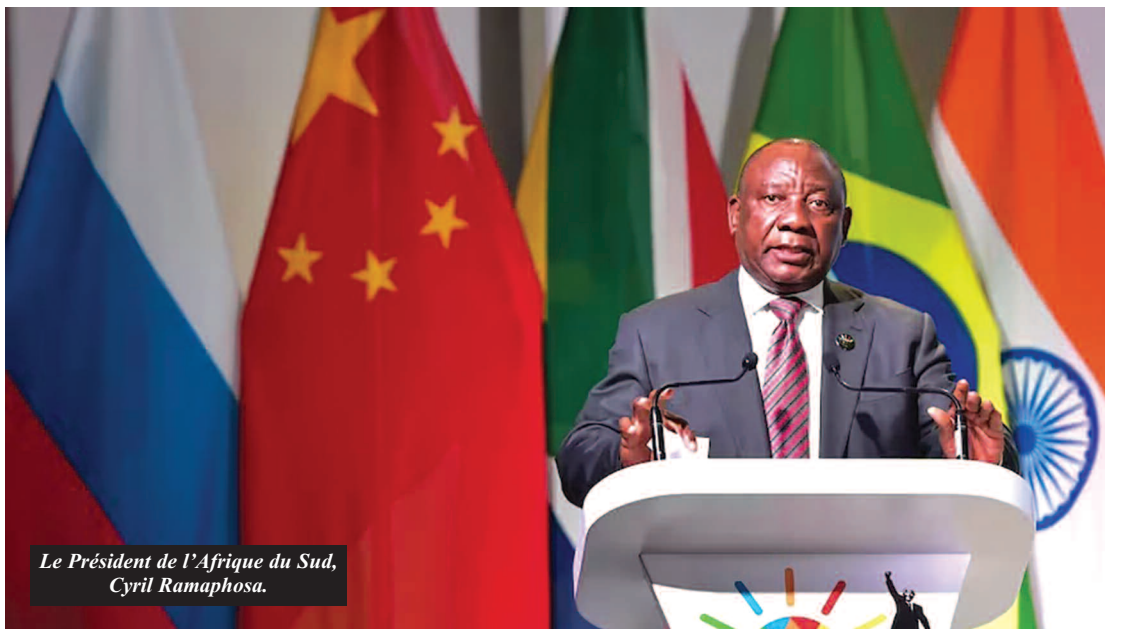
Mohamed Sidati avait ajouté que la position des BRICS est aussi un message qui rappelle aux organisations onusienne concernés par le dossier du Polisario leur rappelant qu' «il est grand temps d'assumer les responsabilités qui leur incombent, à savoir faire respecter le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», et aussi «faire appliquer le droit international en matière de décolonisation au Sahara occidental et à la libération des peuples qui souffrent du joug colonial».

Sihem Bounabi

SIX PAYS ACCÈDENT AUX BRICS

L'adhésion de l'Algérie reportée

Six pays, l'Iran, l'Argentine, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Ethiopie et l'Egypte vont rejoindre, à compter du 1er janvier 2024, les BRICS, un élargissement qui renseigne sur la transformation politique du groupe à vocation économique. L'adhésion de l'Algérie à ce groupe est reportée aux prochains sommets, a en croire le Président sud-africain et des sources responsables à Johannesburg.



Le Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa.

«Nous avons décidé d'inviter la République argentine, la République arabe d'Égypte, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République islamique d'Iran, le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à devenir membres à part entière des BRICS à compter 1er janvier 2024», a annoncé le Président sud-africain Cyril Ramaphosa dans un discours de clôture du 15e sommet des BRICS ce jeudi 24 août 2023 au centre des conférences de Sandton, à Johannesburg.

M. Ramaphosa a précisé que cette décision est le fruit d'un consensus sur la première phase de ce processus d'expansion, et que d'autres phases suivront. «Nous apprécions l'intérêt des autres pays pour la construction d'un partenariat avec les BRICS», a-t-il dit.

Selon le Chef d'Etat sud-africain, la porte de l'adhésion reste ouverte pour de nouveaux pays d'ici 2024 au sommet des BRICS + prévu en Russie. Il n'est pas exclu que l'Algérie intègre ce groupe l'année prochaine au même titre que des pays qui ont déposé leurs candidatures sans être retenus dans ce 15e sommet. Une source responsable algérienne a indiqué deux jours avant la tenue du sommet au Jeune Indépendant que l'adhésion de l'Algérie n'est pas à l'ordre du jour dans ce sommet de Johannesburg et qu'elle le serait lors des prochains sommets.

«Nous avons chargé nos ministres des Affaires étrangères de développer davantage le modèle de pays partenaires des BRICS, ainsi qu'une liste de pays partenaires potentiels et un rapport d'ici le prochain sommet», a-t-il dit, soulignant que le sommet a accueilli «des dirigeants d'Afrique et du Sud Global dans le cadre de la sensibilisation BRICS-Afrique et du dialogue BRICS+.»

Pour M. Ramaphosa, «grâce à ce sommet, les BRICS ont entamé un nouveau chapitre dans leurs efforts pour construire un monde juste, un monde qui soit également inclusif et prospère.» La veille, l'Afrique du Sud avait annoncé que tous les pays membres s'étaient accordés sur le principe d'une expansion. Au total, une quarantaine de pays dont l'Algérie avaient demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt.

En dépit des réticences de l'Inde, la question de l'élargissement du groupe a été finalement retenue mercredi 23 août par les cinq pays membres lors de la plénière mais aucun critère n'a été fixé pour les adhésions, ce qui dénote que les choix des nouveaux pensionnaires des BRICS reposaient sur des fondements extra économiques.

«Nous sommes surpris de constater que le sommet a choisi de nouveaux membres sans fixer les critères économiques d'adhésion «, a affirmé au Jeune Indépendant Paul Llado, directeur du Radio Africa Group basée au Kenya dont le pays était candidat aux BRICS.

«Nous nous attendions à ce que le sommet établisse la liste des critères d'adhésion, ce qui signifie que les nouveaux venus aux BRICS ont été sélectionnés bien avant le rendez-vous de Johannesburg», a déclaré de son côté Ernest Ofori-Atta, un expert économique ghanéen ayant pris part au forum des affaires qui s'est tenu dans le centre de conventions de Gallagher à Johannesburg.

L'acceptation de la demande de l'Egypte qui fait face à une grave crise économique ayant donné lieu à une crise alimentaire sans précédent dans le pays a été préférée à l'Algérie, ce qui donne à penser que le choix des adhésions est plutôt politique.

Le choix de l'Ethiopie s'explique par les vastes investissements effectués par la Chine dans ce pays de la corne de l'Afrique notamment l'obtention des terres agricoles pour des concessions d'une durée de 99 ans. Ce qui fait de ce pays un acteur clef pour la Chine en Afrique de l'Est.

L'adhésion de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de l'Iran repose sur un choix d'une portée stratégique compte tenu du fait que la Chine s'est engagée dans la région du Moyen-Orient et du Golfe qui constituait jusqu'à lors une chasse gardée des Etats-Unis.

Cela d'autant que la Chine a été l'architecte de la réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite suivie par l'annonce de vastes projets d'investissement qui seront menés par la Chine dans ces deux pays.

La Chine prévoit d'investir un total de 400 milliards de dollars sur 25 ans en Iran et 60 milliards de dollars en Arabie saoudite.

Créé en 2009, le groupe des BRICS était un rassemblement à vocation économique avant de se transformer en une alliance politique dans laquelle la Chine pèsera de son poids dans sa guerre de positionnement stratégique face aux Etats-Unis.

De Johannesburg, K. M.

Faid s'entretient avec la présidente de la NBD

LE MINISTRE des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), en marge des travaux du 15e Sommet des BRICS. Les deux parties ont passé en revue le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, la banque des BRICS, a indiqué un communiqué du ministère des Finances. Dilma Rousseff a exprimé sa «conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs de la banque, prévue en septembre prochain», est-il précisé de même source.

Les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion ont été également discutées. La présidente de la NBD a affirmé que «tous les pays membres au Conseil des Gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie». L'Algérie, notons-le, a demandé officiellement, le mois de juillet dernier, à rejoindre la banque des BRICS avec une contribution de 1,5 milliard de dollars.

Par ailleurs, le ministre des Finances a affirmé, jeudi, dans son allocution lors du Sommet des BRICS auquel il a pris part en tant que représentant du président de la République, que l'Algérie a «pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe dans une première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche», tout en soulignant que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial. Le pays qui a entamé le chantier de réformes économiques devrait les poursuivre dans la perspective de rejoindre ce groupe à moyen terme. Les atouts de l'Algérie ont été mis en avant par le ministre des Finances. «Nous avons l'intime conviction que l'Algérie, avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains», a affirmé M. Faid, mettant en exergue la diversification de l'économie algérienne et sa croissance grâce à une jeunesse créative et à des ressources naturelles abondantes. «Autant de facteurs susceptibles de créer des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe», a indiqué le ministre, rappelant la position de l'Algérie relative au règlement des conflits. «En plus de ces atouts, l'attachement de l'Algérie à privilégier les solutions pacifiques des conflits, ainsi que sa conviction de l'impératif de faire prévaloir le principe du dialogue dans le règlement des crises, le respect du droit international et le soutien en faveur des causes justes, reflètent son engagement à instaurer la paix, la stabilité et la justice à l'échelle mondiale, en sus de renforcer la représentation de l'Afrique dans les discussions mondiales», a-t-il expliqué. Il a réaffirmé la disposition du pays à œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les Etats membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges. Il a, par ailleurs, affirmé que l'Algérie avait été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial plus juste. «L'histoire témoigne que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial plus juste», a souligné le ministre, rappelant que l'Algérie «a affirmé, lors de la 4e assemblée du Mouvement des Non-Alignés (MNA) en Algérie en septembre 1973, que tous les moyens de contrôle de l'économie mondiale étaient sous l'emprise d'une minorité de pays avancés, appelant ainsi à un ordre mondial basé sur les principes de justice et d'équité».



Le ministre des Finances Laaziz Faid avec Dilma Roussef.

M. Faid a, ainsi, signalé que la vision des BRICS n'est que le prolongement de la vision défendue par l'Algérie depuis des décennies. «Les mutations effrénées que connait le monde aujourd'hui ont fait surgir un ensemble complexe de défis auxquels il est nécessaire de faire face, et d'opportunités qu'il importe d'exploiter de manière optimale», a déclaré Faid, ajoutant que «la mondialisation heureuse telle qu'elle a été qualifiée, est en déclin aujourd'hui». Le ministre a conclu en affirmant que le partenariat proposé par les pays du groupe «offre une alternative viable aux tensions et aux divisions qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, ainsi qu'une opportunité de construire un ordre mondial juste et multipolaire basé sur le respect mutuel».

Lilia Aït Akli

VISITE DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE À MILA

La Sonaric encouragée à augmenter sa production

LE MINISTRE de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a incité les responsables de l'usine Société nationale de réalisation et de gestion des industries connexes (Sonaric) de Ferdjioua, dans la wilaya de Mila, à augmenter la production. La raison, selon le ministre, est que les équipements que fabrique cette entreprise sont très demandés sur le marché national.

S'exprimant lors d'un point de presse, M. Aoun, en visite à Mila, a appelé les responsables de la Sonaric, relevant du groupe Elec El-Djazair, à «redoubler d'efforts, le produit fini se vendant bien, à des prix compétitifs». C'est pourquoi, a poursuivi Ali Aoun, «il faut multiplier la production à travers le renforcement de la main d'œuvre».

L'usine Sonaric dont la capacité de production est de 60 000 unités par an, fabrique des radiateurs de chauffage, des chauffe-bains et des chaudières à gaz. Cette unité, qui a récemment produit des chauffes-bain fonctionnant à l'énergie solaire, réalise un taux d'intégration des produits estimé à 70%.

Pour rappel, l'usine Sonaric de Ferdjioua est entrée en production en 1987 et emploie actuellement 239 ouvriers. Le ministre a également visité, au chef-lieu de wilaya, une unité de production et de stockage de produits pharmaceutiques, réalisée dans le cadre d'un investissement privé. L'unité dispose, selon son DG, Halim Bouchelif, d'une capacité de production de 140 000 unités de réactifs par an. L'objectif de cet investissement qui a nécessité 300 millions de dinars est de produire des «matières à valeur ajoutée», a souligné son responsable, affirmant que l'usine, érigée sur 1 500 m2, assure actuellement des exportations vers la Tunisie. M. Aoun a également visité le complexe industriel et commercial «Beni Haroun», relevant du groupe Agrodiv de Ferdjioua, qui produit annuellement près de 486 000 quintaux de semoule et plus de 413 000 quintaux de farine.

S. N.

ALGÉRIE - AFRIQUE DU SUD

Vers la création d'un Conseil d'affaires

L'Algérie et l'Afrique du Sud ambitionnent de renforcer leur coopération économique, à la faveur de la création prochaine d'un Conseil d'affaires. En plus de contribuer à l'augmentation du volume des échanges commerciaux, il sera aussi un espace pour les sphères économiques des deux pays afin d'examiner les opportunités de coopération.



Une coopération renforcée.

C'est en marge du 15e sommet des BRICS, à Johannesburg, que la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a signé un mémorandum d'entente avec son homologue sud-africaine pour la création d'un Conseil d'affaires conjoint. C'est ce qu'a indiqué la CACI dans un communiqué, précisant que le mémorandum a été signé par le président de la CACI, Kamel Hamenni, et le président de la Chambre de commerce sud-africaine, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, et de la cheffe de cabinet du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Souhila Abellache.

«Ce Conseil servira de locomotive qui accroîtra le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique du Sud», a affirmé le président de la CACI, affirmant que ce Conseil d'affaires permettra de «renforcer l'intégration africaine, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine».

Cette démarche permettra aussi aux opérateurs économiques des deux pays d'examiner les opportunités de partenariat, de coopération et d'investissement, selon M. Hamenni estimant que toutes les conditions sont réunies pour des échanges commerciaux et économiques mutuellement bénéfiques.

Dans l'objectif de rapprocher les communautés d'affaires des deux pays, une visite de travail au profit des opérateurs économiques sud-africains sera organisée à l'occasion de la 31e édition de la Foire de la production algérienne, prévue en décembre prochain. Des entretiens ont eu lieu, la veille de la signature de ce mémorandum d'entente, sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Afrique du Sud. La cheffe de cabinet du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Souhila Abellache, s'est entretenue avec la directrice générale du commerce, de l'industrie et de l'investissement au ministère sud-africain du Commerce et de l'Industrie sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale. Une feuille de route a ainsi été mise en place pour le renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays, notamment à la faveur de la ligne aérienne Alger-Johannesburg, sachant que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays sont très faibles, en dépit des potentialités de partenariat entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, deux économies «complémentaires». La rencontre, qui a réuni les représentants du ministère du Commerce des deux pays, a aussi porté sur les domaines de coopération entre les deux pays dans le cadre de «l'investissement direct», notamment dans divers secteurs comme les pièces de rechange, où l'Afrique de Sud a un potentiel prometteur.

Lilia Aït Akli

PÉTROLE

Le Brent en hausse à près de 84,5 dollars

LES COURS du pétrole montaient hier matin, encouragés par les tensions sur l'offre et la baisse des stocks américains. Dans les séances matinales, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 1,22% à 84,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 1,18% à 79,98 dollars. «Le marché continue d'être confronté à des signaux contradictoires», selon des analystes évoquant notamment d'un côté la «faiblesse des signaux économiques, en particulier de la Chine, combinée à des taux d'intérêt plus élevés, réduisant les attentes quant à l'avenir de l'économie mondiale». De l'autre, «la baisse des stocks américains et la réduction de l'offre des principaux producteurs mondiaux compensent les signaux baissiers», expliquent-ils. Le marché du gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait à 34,42 euros le mégawattheure (MWh), restant sous la barre des 35 euros.

R. N.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLICITE

Plus de 870 tonnes de marchandises saisies en sept mois

LES SERVICES de contrôle relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont saisi plus de 870 tonnes de marchandises au cours des sept premiers mois de l'année en cours, et ce dans le cadre de la loi anti-spéculation.

C'est ce qu'a révélé jeudi le dernier bilan du ministère, lequel a fait savoir que la saisie a touché plusieurs produits de large consommation.

Ainsi, 120 221 interventions des agents de contrôle et de répression de la fraude ont été enregistrées. Ces dernières ont permis l'enregistrement de 73 délits et l'émission de 73 procès-verbaux de poursuite judiciaire, entre janvier et juillet 2023, soit une valeur totale de 499 825 millions de dinars.

Ces opérations contre la spéculation ont permis de saisir 130 359 litres d'huile de table subventionnée, 9 132 litres de lait subventionné, 162,80 tonnes de semoule, 213,94 tonnes de farine, 37,61 tonnes de sucre, 312,94 tonnes de banane, pomme, oignon et pomme de terre ainsi que 23 590 œufs, soit 786 plateaux.

Ces interventions ont été réalisées au niveau des détaillants pour 76 %, des grossistes pour 18 %, des unités de production pour 6 % et des importateurs pour 1 %.

Quant aux opérations de contrôle, les services du ministère ont mené, durant la même période, près de 1,27 million d'interventions qui ont permis de constater 124 462 contraventions, de dresser 118 195 procès-verbaux de poursuite judiciaire, avec la proposition de fermeture de 8 502 locaux commerciaux et la saisie de marchandises d'une valeur globale de 1,33 milliard de dinars.

Par ailleurs, le ministère a fait également état d'un chiffre d'affaires dissimulé estimé à 32,82 milliards de dinars, soit une augmentation de 42 % comparativement à l'année 2022. Le ministère a annoncé que ses services ont effectué 26 396 opérations de contrôle de cargaisons au niveau des frontières, soit une baisse de 18 % par rapport à la même période de 2022, précisant que 364 de ces cargaisons ont été refoulées pour «non-conformité des produits». Ces cargaisons contenaient 48 137 tonnes d'une valeur de 10,47 milliards de dinars.

Les mêmes services ont établi 25 988 décisions de refoulement de produits (-18 %), d'un poids de 13,89 millions de tonnes et d'une valeur de 1 283 milliards de dinars. Ce recul du volume des cargaisons est dû, selon le ministère, au durcissement des procédures de contrôle au niveau des frontières, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à encadrer le commerce extérieur et à rationaliser les importations.

En outre, le ministère a fait état de 4 674 infractions d'étalage de produits alimentaires en dehors des locaux, 471 infractions dans le cadre du contrôle des prix réglementés du lait subventionné, et 1 447 contraventions liées à la vente sur le trottoir, 384 infractions liées à l'abattage illégal de volaille et de 460 infractions liées au transport de produits alimentaires et de boissons.

Rim Boukhari

RECRUTEMENTS DES ENSEIGNANTS, PRIME DE SCOLARITÉ, SURCHARGE DES CLASSES...

Derniers réglages avant la rentrée

Le ministre a présidé, dans ce contexte, une conférence nationale par visioconférence, avec les cadres de l'administration centrale et les directeurs de l'éducation, consacrée aux dernières retouches précédant le retour des classes.

Cette conférence vient en conclusion à une série de réunions, tenue tout au long de l'année, pour assurer le suivi de l'application des décisions prises par le ministère de l'Education visant à assurer «une rentrée scolaire dans de bonnes conditions».

Dans l'ordre du jour de cette conférence, le ministre a évoqué l'accomplissement des procédures liées au recrutement des enseignants de l'anglais et de l'éducation physique au cycle primaire, le 31 août au plus tard. Les nouvelles recrues bénéficieront d'une formation d'appoint du 3 au 14 septembre, a-t-il indiqué.

Belabed a également instruit de parachever les transferts inter-wilayas des enseignants, ainsi que les affectations des auxiliaires de vie scolaire, via une plateforme numérique.

Il a exhorté les responsables des services compétents à verser la prime scolaire aux familles nécessiteuses et de superviser la distribution des manuels scolaires, avant la reprise des cours.

La question de la surcharge des classes a été abordée.

Le ministre a requis des solutions au cas par cas. Il a rappelé que la commission de suivi de la rentrée scolaire, installée le 21 août, a été dotée des moyens pour assurer ses missions. Des cellules annexes sont opérationnelles dans les 58 wilayas.



Belabed en conclave avec les directeurs de l'éducation.

Evoquant le livre scolaire, le ministre a assuré que l'opération de vente était «bien assurée», affirmant l'évaluation, durant cette conférence, de l'état de réception des livres scolaires selon les besoins exprimés par les établissements, ainsi que la deuxième version du manuel scolaire intitulé «Mon Livre».

Il a enjoint, à ce propos, les Directeurs de l'Education de «faire parvenir le manuel scolaire à chaque élève et d'assurer sa vente au sein des établissements, en plus d'autres espaces de vente à l'instar des librairies ou encore en ligne». Il a également appelé à ce que les adresses des points de vente des manuels scolaires doivent être accessibles aux parents, par une plateforme en ligne.

Le ministre de l'Education nationale a ordonné, par ailleurs, de finaliser les outils pédagogiques permettant d'analyser les résultats de l'évaluation des acquis de l'enseignement primaire. Il a précisé que cette démarche vise à corriger les failles dans le processus d'apprentissage et de palier les lacunes des élèves.

Pour rappel, la tutelle a fixé au 27 août la reprise du personnel administratif et au 3 septembre celle des enseignants. Le ministre veille à suivre, wilaya par wilaya et étape par étape, la préparation de la rentrée des classes, souligne un communiqué de la tutelle.

Le premier responsable du secteur avait entamé en juin, faut-il le souligner, une série de conférences de préparation «par anticipation» de la rentrée scolaire 2023-2024.

Il a affirmé que son secteur accorde une grande importance à tous les aspects qui garantissent une rentrée scolaire réussie à travers la recherche, dès maintenant, de solutions aux problèmes et aux difficultés de terrain attendus et qui peuvent constituer des obstacles à la bonne scolarisation des élèves.

L'office national des publications scolaires, par le biais de ses antennes régionales, a atteint un taux de distribution nationale des manuels scolaires de 60%. Atteindre 100 % et couvrir tous les établissements d'enseignement de manuels scolaires en quantité abondante sera possible en recourant d'abord à l'exploitation rationnelle du «stock» de livres récupérés pour la saison scolaire écoulée 2022/2023, à condition que la distribution soit soutenue par l'impression de nouveaux livres.

LA DISTRIBUTION DU LIVRE SCOLAIRE ATTEINT 60%

Les centres régionaux de distribution et d'édition pédagogique, au niveau national, sont entrés dans une course contre la montre et ne ménagent aucun effort pour pouvoir achever le processus de distribution avant le début de la scolarisation. Pour l'année scolaire 2023-2024, la tutelle a indiqué que la distribution du livre de langue anglaise pour la quatrième année primaire est terminée au niveau des écoles et que son prix est de 250 dinars.

Il est question de lancer également, une plateforme de commercialisation électronique des manuels scolaires pour la troisième année consécutive, à la fin du mois d'août en cours, afin de permettre aux parents d'acheter à distance, sans le souci du déplacement, en échange du paiement de 150 dinars comme prix symbolique du service de livraison.

Lynda Louifi

DISPONIBILITÉ DES MÉDICAMENTS DANS LES HÔPITAUX

Saihi appelle l'UNOP à couvrir les besoins nationaux

LE MINISTRE de la Santé, Abdelhak Saihi, a insisté sur «l'impératif d'assurer la disponibilité des médicaments et des différents équipements médicaux, de manière à couvrir les besoins nationaux exprimés par les établissements et structures de santé», tout en veillant à «réaliser la complémentarité escomptée entre les secteurs public et privé en la matière», a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une audience accordée, jeudi dernier, à une délégation de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), le ministre a également mis l'accent sur «la nécessité d'œuvrer à développer et à encourager la production locale en veillant à atteindre la complémentarité escomptée entre les secteurs public et privé». En outre, M. Saihi a affiché son «soutien en faveur des opérateurs activant dans le secteur de la santé, en s'attelant à éliminer les entraves et les obstacles auxquels ils font face».

Dans ce cadre, un groupe de travail sera installé ainsi qu'un espace de consultation entre les différentes parties prenantes pour examiner la question de la disponibilité continue des médicaments. A cet effet, des réunions périodiques seront organisées dans le but de «prendre toutes les mesures à même de mettre fin aux pénuries». Le ministre de la Santé a insisté à ce propos sur «la coordination permanente entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH)».

Il a mis l'accent, à l'issue de cette rencontre, «sur la réalisation d'une étude sur les besoins exprimés par le système sanitaire de notre pays et l'impératif de les satisfaire au profit du patient», conclut le communiqué.

Pour rappel, s'exprimant lors d'une rencontre nationale sur la disponibilité des médicaments essentiels organisée en février dernier, le ministre de la Santé a souligné «la détermination des hautes autorités du pays à redoubler d'efforts pour permettre la disponibilité des produits pharmaceutiques en général et les médicaments essentiels en particulier, en mettant l'accent sur la recherche permanente de solutions sûres et pérennes».

Abdelhak Saihi avait ainsi insisté sur la nécessité «de garantir une gestion efficiente des médicaments essentiels et d'œuvrer, sans tarder, pour offrir les meilleures solutions aux équipes soignantes», appelant à «l'implication de tous pour lever les contraintes liées à l'approvisionnement, l'optimisation et la qualité des médicaments». Il a ainsi réitéré «la détermination des pouvoirs publics à garantir aux citoyens des prestations de soins selon les normes internationales et à consentir le maximum d'efforts pour aboutir à des solutions fiables et durables».

JUMELAGE ENTRE LES HÔPITAUX DES GRANDS BRÛLÉS DE ZÉRALDA ET D'ISTANBUL

Par ailleurs, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu le chargé d'affaires à l'ambassade de la République de Turquie en Algérie, Umit Alpaslan Kiliç, pour examiner la teneur du mémorandum d'entente portant sur le jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et celui d'Istanbul, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui s'est déroulée jeudi dernier en présence de cadres centraux, intervient «en application des orientations données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune», lors de l'inauguration de cet hôpital, en vue de la réalisation de projets de jumelage avec des hôpitaux de renommée mondiale, «notamment avec la Turquie, qui jouit d'une grande expérience en matière de brûlologie», précise un communiqué du ministère.

Ce jumelage se concrétisera les prochaines semaines après la signature du mémorandum d'entente proposé par les autorités compétentes en Turquie, «avant la fin de septembre prochain», a annoncé le ministre de la Santé. Il a également précisé que ce mémorandum prévoyait «l'échange d'expériences et de connaissances ainsi que le transfert de technologies avec la programmation de visites mutuelles en faveur des médecins des deux pays», outre «la tenue de rencontres de concertation technique, de rencontres scientifiques et de sessions pratiques en matière de brûlologie».

L'hôpital des grands brûlés de Zéralda, d'une capacité d'accueil de 144 lits, est doté d'équipements médicaux modernes et de haute qualité. Il compte des services spécialisés, notamment le service d'anesthésie-réanimation (20 lits), le service de chirurgie esthétique et réparatrice pour adultes (80 lits) ainsi que le service de chirurgie esthétique et réparatrice pour enfants (40 lits), ce qui en fait le plus grand hôpital spécialisé dans la prise en charge des grands brûlés en Algérie.

Sihem Bounabi

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Il est temps de se séparer

L'Algérie s'efforce de faire de la recherche scientifique une priorité dans les programmes et des perceptions/ visions du gouvernement, et de fait, elle n'a d'autre choix que cela, si elle veut vraiment s'imposer sur la scène de l'économie mondiale, et affronter ses défis et ses paris à plus d'un niveau.

Par Mohamed Gahche
Economiste et Ancien Député à l'Assemblée Populaire Nationale pour la communauté algérienne établie à l'étranger (Amérique, Asie, Océanie)



Si l'Algérie parie aujourd'hui sur une nouvelle économie en dehors du secteur des hydrocarbures, productrice de richesses, et capable de créer de nouvelles sources de financement hors du pétrole et du gaz, dans la perspective d'un développement durable, alors que le monde entier se mobilise autour du projet de transition énergétique propre, il doit accélérer le rythme des investissements dans notre vaste désert, et l'exploitation de ses espaces fertiles pour la production d'énergie solaire, en prévision d'entrer dans une nouvelle phase basée sur les énergies renouvelables et l'industrie des voitures électriques, notant que seulement 1 % du désert algérien peut couvrir les besoins d'Europe en énergie électrique propre.

Le fait que l'investissement dans les ressources naturelles est important, mais en réalité l'investissement dans la science et la connaissance est beaucoup plus important, parce que l'époque impose cette tendance et qu'il faut l'accepter, mais c'est mieux si les deux sont disponibles ensemble, ici, les laboratoires de recherche scientifique en Algérie doivent se préparer à cette transformation imposée par le changement climatique et le développement technologique, au lieu de recourir à des appels d'offres au profit d'entreprises internationales pour investir dans ce projet ambitieux ou des projets dans d'autres secteurs.

PLANS STRATÉGIQUES DE L'ÉTAT

La recherche scientifique doit être intégrée dans les plans stratégiques élaborés par l'Etat, accompagner la roue du développement dans tous les secteurs vitaux, contribuer à son développement et résoudre ses problèmes, et sensibiliser à l'importance de la recherche scientifique dans les secteurs public et privé , et que la mesure de l'excellence de la recherche scientifique soit fondée sur son efficacité, sa qualité et ses gains économiques et sociaux, et sa publication dans des revues scientifiques internationales spécialisées et renommées, ainsi que l'argent et les prix qu'elle engrange, surtout si les brevets sont déposés et protégés au niveau international.

Le produit commercialisé sera un produit mondial, sur cette base, l'ordre de recherche est déterminé au niveau national et international, ce qui nous importe ici dans la recherche scientifique, c'est la qualité, pas la quantité, a quoi bon obtenir une centaine de maigres brevets qui ne sont pas applicables ou commercialisés ?

Il ne peut être converti en projets économiques ou en investissements qui contribuent à résoudre les problèmes soulevés dans tel ou tel secteur, ou à développer la vie du citoyen et à augmenter la croissance de l'économie nationale.

LES LABORATOIRES SONT DE NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENTS

L'idée que les universités et les laboratoires de recherche scientifique ne doit pas être tarder et reportée comme nouvelles sources de financement, par ce qu'il était trop tard !! il faut se rendre compte de ce retard important, Il faut rattraper ce grand retard, et commencer à travailler dans ce sens, dans lequel les pays développés ont fait de grands pas, et même les pays en développements ont fait de bons pas…

La recherche scientifique est essentiellement des ressources financières, qui peuvent être obtenues en investissant dans des projets économiques rentables et bénéfiques, et aller dans cette direction est une étape importante pour que l'université et les laboratoires de recherche scientifique soient indépendants eux-mêmes et de leurs ressources financières à l'avenir.

Sans aucun doute, parmi les milliers de thèses de master et de doctorat empilées dans les archives des universités, des instituts supérieurs et des écoles supérieures, il y a certainement des recherches sérieuses et qualitatives qui peuvent être transformées en projets économiques, alors pourquoi ne pas les dépoussiérer et investir dans de petites ou moyennes entreprises, ou ce qu'on appelle « startup », si cela n'est pas possible, il faut le vendre ou plutôt l'exporter vers d'autres pays en tant que projets économiques. Il est important que l'université ou les centres de recherche bénéficient de toutes les manières possibles de ces projets scientifiques, en en faisant des revenus pour eux, au lieu de les éroder au profit des archives, et de créer les conditions d'une concurrence entre les universités et les laboratoires de recherche pour occuper des places prestigieuses dans le classement mondial.

CONSTRUIRE LA FORCE ET DÉVELOPPER L'ÉLITE

Si les pays développés ont fait de la science et du savoir une arme puissante, à travers laquelle ils ont renforcé leur influence économique et politique, l'armée nationale populaire algérienne a un grand et extrêmement important rôle à jouer pour soutenir la recherche scientifique et l'innovation, en finançant des centres de recherche, développer l'industrie des armes et équipements de l'armée nationale populaire, comme le font la plupart des pays développés et puissants, y compris la Turquie, qui a pu ces dernières années fabriquer ses armes et équipements militaires à 80%, alors qu'elle n'en importe aujourd'hui que 20%, mais en réalité elle attend avec impatience de réduire ce pourcentage restant et d'atteindre "l'industrie 100% turque" dans ce domaine.

L'adhésion des pays puissants, menés par les États-Unis d'Amérique, à imposer des sanctions pour empêcher la vente d'armes ou de technologies de pointe à tout pays qui ne correspond pas à sa vision et à ses convictions…L'Algérie est plus fidèle à ses principes forts, à ses décisions politiques et souverain et n'accepte, par nature, aucun diktat de l'extérieur, cela lui impose la nécessité de se libérer de la dépendance vis-à-vis de l'industrie militaire, et ici, je me souviens du célèbre dicton du martyr, le héros Larbi Ben M'hidi, "Vous avez le passé et nous avons l'avenir", que je trouve plus instructif que d'entrer dans les détails de cette idée, car elle transcende le temps et l'espace.

LES ENFANTS DE L'AVENIR

Des études ont révélé que la créativité et l'invention devaient être encouragées dès le plus jeune âge, dès l'âge de trois ans, c'est-à-dire dès les premiers stades de la scolarité, c'est à partir de là que les talents se découvrent et que leurs compétences scientifiques se développent, pas dans les stades tardifs, ce qui rend la tâche de recherche dans ce cas difficile, épuisante et longue, en d'autres termes, les étudiants doivent être formés et encouragés à la recherche scientifique, et ils doivent être encadrés et entourés du soutien matériel et moral nécessaire, car cela développera leurs compétences intellectuelles et leurs créativité et renforcera leur confiance en soi et leurs esprit de leadership,

et lorsqu'il entre à l'université, l'étudiant est prêt à s'engager confortablement dans l'expérience de la recherche scientifique, c'est ainsi que se formeront les élites de demain, qui répondront aux exigences du marché du travail local et mondial. C'est exactement ce que font les États-Unis d'Amérique, qui ont fait de la recherche scientifique une matière essentielle dès le stade primaire, aux études supérieures, car la spécialisation dans le système éducatif américain commence à l'université et pas avant.

LABORATOIRES INTERNATIONAUX SPÉCIALISÉS

Le moment est venu de réfléchir sérieusement à la question de la recherche scientifique en Algérie, et faites le reposer sur des règles et des fondements solides, de se tenir au courant des évolutions et de répondre aux exigences du temps présent, a mon avis, cela ne se fera pas sans la création des grands laboratoires spécialisés, aux normes internationales, dans la médecine et l'industrie pharmaceutique pour assurer une santé durable nationale, mondiale et humaine, et des laboratoires dans le développement de gènes agricoles pour assurer l'autosuffisance et atteindre le stade de l'export.

Comme l'a fait la Russie, par exemple, qui est passée d'un pays importateur de blé à celui de plus grand et plus important pays producteur et exportateur de blé au monde…D'autres laboratoires spécialisés dans le développement des technologies de recyclage des déchets, des énergies renouvelables et des industries manufacturières, pour créer de nouvelles richesses et rationaliser la consommation des ressources naturelles et préserver l'environnement, et d'autres laboratoires spécialisés dans le développement de l'industrie des équipements militaires, pour nous libérer de la dépendance militaire et préserver notre sécurité et nos frontières, et d'autres laboratoires scientifiques spécialisés dans des secteurs et domaines importants, qui développent l'économie nationale et élèvent le niveau de vie. Ils sont disponible sur toutes les normes scientifiques internationales, et sont équipés des dernières technologies de pointe, et sont fournit des budgets considérables, qui sont un motivation pour les scientifiques et les chercheurs, à la fois ceux présents à l'intérieur du pays et même les chercheurs membres de notre communauté résidant à l'étranger.

L'Algérie doit bénéficier de ses fils, élites, scientifiques et compétences situés dans le monde entier, qui travaillent dans les plus grands et les plus célèbres centres de recherche scientifique mondiaux, aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en Grande-Bretagne et dans de nombreux pays européens et asiatiques, qui bénéficient des cerveaux algériens, et les motiver à contribuer et à participer au processus de développer des centres ou des laboratoires de recherche scientifique dans leur pays d'origine.

DIPLOMATIE TECHNOLOGIQUE

Le développement technologique dans le monde a imposé une nouvelle économie, concurrente ou plutôt parallèle à l'économie traditionnelle basée sur le pétrole et le gaz, ce qui a conduit à l'émergence de la diplomatie numérique, la création d'ambassades virtuelles, la domination des réseaux sociaux sur la scène mondiale, et le déclenchement de la guerre des applications électroniques et une révolution numérique. Comme c'est le cas dans nos ambassades à l'étranger et dans le reste des autres pays, l'existence d'un attaché économique, d'un attaché culturel, d'un attaché politique et d'un attaché militaire, il est devenu impératif pour l'Algérie de mettre en place rapidement un attaché technologique dans nos ambassades situées dans des pays qui connaissent un grand développement dans le domaine de la technologie et de la communication, et qui contrôle aujourd'hui l'économie mondiale. L'attaché technologique sert le lien entre la technologie mondiale et nos scientifiques à l'étranger et le ministère de la recherche scientifique.

Transférer toutes ces évolutions et les dernières technologies en vigueur dans les pays développés ainsi que les expériences et les appliquer en Algérie pour ne pas rester en arrière dans ce domaine… Dès lors, renforcer et activer le rôle de la diplomatie technologique algérienne à l'étranger conduira nécessairement à beaucoup de gains et résultats pour l'économie nationale, et il la fait grandir et se développer au même rythme que les pays développés, car il n'est pas dans l'intérêt de l'Algérie de rester à l'écart du développement rapide que connaît le monde.

ETATS-UNIS

Trump passe par la case prison avec une photo judiciaire historique

Visage fermé, sourcils froncés, regard défiant : Donald Trump a été soumis le 24 août à une prise de photo d'identité judiciaire dans une prison d'Atlanta, une première pour un ancien président dans l'histoire des Etats-Unis.



Le «mugshot» de Donald Trump pris dans une prison d'Atlanta.

Inculpé de tentative de manipulation de la présidentielle de 2020 par la justice de l'Etat américain de Géorgie, Donald Trump a été brièvement placé en état d'arrestation le 24 août dans une prison à Atlanta. Un passage par la case prison qui a valu à l'ex-président d'être mesuré, pesé et pris en photo. Un rituel infamant que le candidat à l'élection présidentielle de 2024, malgré ses multiples déboires judiciaires, avait jusque-là réussi à éviter. Ce «mugshot», réalisé dans les services du shérif de la capitale de l'Etat de Géorgie, s'est instantanément retrouvé en Une des médias américains et a fait le tour des réseaux sociaux. Cette photo a également marqué le retour de l'ancien président sur X (ex-Twitter). Donald Trump a publié le cliché solennel, accompagné du message «Ne vous rendez jamais !», illustration de sa volonté de combattre ce qu'il estime être une «chasse aux sorcières» orchestrée par le président Joe Biden. Sa dernière publication sur cette plateforme, autrefois son canal de communication favori, remontait à janvier 2021. Il en avait été banni après l'attaque contre le Congrès américain menée par ses partisans, mais cette suspension a depuis été levée. Un «simulacre de justice» et une «ingérence électorale», dénonce Trump Donald Trump est désormais «fiché» comme n'importe quel justiciable poursuivi en justice, avec ses caractéristiques physiques ainsi détaillées : 1,90 m, 98 kg, cheveux blond vénitien. Et le matricule P01135809. Libéré grâce au paiement d'une caution de 200 000 dollars, le favori des primaires républicaines pour la présidentielle de 2024 a rapidement quitté la prison d'Atlanta dans un convoi motorisé placé sous haute sécurité. Juste après avoir dû subir cette procédure légale et avant d'embarquer à nouveau dans son avion privé, il a dénoncé un «simulacre de justice» et une «ingérence électorale» de la part des autorités de l'Etat de Géorgie qui l'ont inculpé. «Je n'ai rien fait de mal» en remettant en cause les résultats de la présidentielle de 2020 remportée par Joe Biden, a assuré le tribun républicain. Plusieurs des 18 co-accusés de l'ancien président étaient déjà passés cette semaine par la prison du comté de Fulton, un établissement surpeuplé et notoirement insalubre. Tous ont été inculpés le 14 août de tentatives illicites d'obtenir l'inversion du résultat de l'élection de 2020, remportée dans cet Etat clé par l'actuel président démocrate Joe Biden. La loi sur la délinquance en bande organisée, utilisée par la procureure pour inculper solidairement les 19 accusés, prévoit des peines de cinq à 20 ans de prison. Les prévenus devraient revenir à Atlanta, cette fois au tribunal, la semaine du 5 septembre, vraisemblablement pour annoncer s'ils plaident coupable ou non. **R. I.**

ONU

La Russie n'acceptera pas des sièges permanents à des «exécutants» des Etats-Unis

INTERROGÉ sur la réforme du Conseil de sécurité, auquel l'Allemagne et le Japon sont prétendants, Sergueï Lavrov a estimé qu'il n'y avait aucun intérêt à confier des sièges permanents aux pays dont la politique est assujettie à celle des Etats-Unis. L'Allemagne et le Japon occuperont-ils un jour un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ? Pour Sergueï Lavrov, la réponse est un non catégorique. «Il est hors de question que l'Allemagne et le Japon rejoignent le Conseil de sécurité de manière permanente», a déclaré le chef de la diplomatie russe lors d'une conférence de presse ce 24 août en marge du sommet des BRICS. En effet, ceci «ne ferait qu'exacerber les injustices». Pour le ministre russe, l'entrée de Berlin et Tokyo au sein de l'organe suprême de l'ONU offrirait encore plus de représentativité au «milliard doré», en référence à la minorité de la population de la planète, regroupée dans les pays occidentaux. Lavrov : «Il est hors de question que l'Allemagne et le Japon rejoignent le Conseil de sécurité» «L'Allemagne et le Japon n'apporteront absolument rien de nouveau aux discussions du Conseil de sécurité, dans la mesure où ils sont des exécutants dociles de la volonté de Washington, comme pratiquement tous les autres pays occidentaux», a insisté le diplomate depuis Johannesbourg. Vers un cinquième membre du G-4 ? Hormis l'Allemagne et le Japon, deux autres pays sont habituellement cités comme candidats à l'intégration d'un Conseil de sécurité élargi : le Brésil et l'Inde, formant ainsi le Groupe des quatre (G-4). Lors de sa prise de parole devant les journalistes, Sergueï Lavrov a évoqué un cinquième pays : l'Afrique du Sud. L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, trois pays «nommément cités» dans les documents adoptés lors de l'actuel sommet des BRICS en faveur d'un Conseil de Sécurité «plus inclusif pour les pays émergents», précise Sergueï Lavrov. Trois pays «dont nous apprécions le rôle au sein de l'ONU, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité» souligne le ministre, affichant ainsi son soutien à leur intégration. La réforme du Conseil de sécurité de l'ONU fait l'objet de négociations intergouvernementales depuis près de 15 ans et un point lui est dédié à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'organisation depuis quatre décennies. Moscou s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur d'une meilleure représentation des nations d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie au sein de cet organe.

R. I.

CRISE AU SOUDAN

Plus de 4,6 millions de personnes ont fui leur foyer

PLUS DE 4,6 MILLIONS de personnes ont fui leur foyer au Soudan, en proie à un conflit depuis plus de quatre mois entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR), a indiqué mercredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le nombre de personnes ayant fui à l'étranger les combats au Soudan avoisine le 1,04 million tandis que celui des déplacés dans le pays dépasse les 3,6 millions, selon l'agence des Nations unies, basée à Genève.

Ces nouvelles données de l'OIM sont publiées alors que le conflit s'est étendu à de nouvelles zones géographiques, notamment El Fula dans le Kordofan occidental et l'Etat d'Al Jazirah, à proximité de la ville de Wad Madani.

Al Jazirah accueille actuellement plus de 240.000 personnes déplacées, soit près de 7% du nombre total de personnes déplacées recensées au Soudan, dont 99,82% ont été déplacées depuis Khartoum.

L'estimation actuelle du nombre total de personnes récemment déplacées au Soudan s'élève exactement à 3.601.593 personnes (719.521 ménages). L'évaluation actuelle de l'OIM a permis d'observer le nombre de personnes déplacées dans l'ensemble des 18 Etats du Soudan.

Les proportions les plus élevées de personnes déplacées ont été observées dans le Nil fluvial (14%), le Darfour oriental (10%), le Nord (10%), le Sennar (7,97%) et le Nil blanc (7,86%).

Les organismes humanitaires redoutent plus de mouvements de populations, d'autant que le conflit a gagné deux nouvelles villes fortement peuplées, aggravant les craintes pour des milliers de familles qui y ont été déplacées depuis d'autres zones touchées par les combats.

Longtemps concentrés à Khartoum et à certaines villes du Darfour, les combats ont été «signalés pour la première fois dans les trois Etats du Kordofan - à El Obeid (Kordofan Nord), Kadugli (Kordofan Sud) et El Fula (Kordofan Ouest)», selon l'OIM.

La veille, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) s'est dit «profondément préoccupé» par l'impact de la reprise des combats dans plusieurs régions du pays, notamment au Darfour méridional et au Kordofan méridional.

Outre les déplacements internes, le conflit au Soudan a provoqué des mouvements transfrontaliers mixtes de 1.040.883 personnes vers les pays voisins, avec plus de 426.000 nouvelles arrivées enregistrées au Tchad, plus de 285.000 en Egypte et 231.000 au Soudan du Sud.

L'OIM comptabilise également 76.000 réfugiés en Ethiopie, près de 18.000 en République centrafricaine et 3.700 en Libye.

La majorité des arrivées ont été signalées au Tchad (41%), en Egypte (27%) et au Soudan du Sud (22,2%).

Selon les agences onusiennes, plus de 24,7 millions de personnes, soit environ la moitié de la population du Soudan, ont besoin d'aide humanitaire et de protection. **R. I.**

VOLLEYBALL, CAN-2023 DAMES :

L'Algérie termine 5ème, le Kenya décroche le 10e trophée de son histoire

LA SÉLECTION algérienne féminine de volley-ball a obtenu la cinquième place du Championnat d'Afrique des nations 2023, en s'imposant devant le Nigeria sur le score de 3 sets à 1 (25-18, 25-13, 23-25, 25-17) en match de classement disputé jeudi à Yaoundé. Eliminées en quarts de finale face au Rwanda (2-3), les volleyeuses algériennes avaient bouclé la première phase du tournoi avec un bilan de trois victoires, respectivement, devant le Burundi (3-0), le Mali (3-0) et le Nigeria (3-2), contre deux défaites face à l'Egypte (0-3) et le Cameroun (0-3). La finale de la 21e édition de la CAN féminine de volley a opposé jeudi (18h00) le Kenya en quête d'un 10e trophée continental, à l'Egypte, qui signe un retour en force dans cette compétition. A l'arrivée, c'est la sélection kenyane qui l'a emporté, en dominant l'Egypte sur le score de 3 sets à 0 (25-22, 25-20, 25-14). Un magistral 10 sur 10 à leur palmarès pour les Kenyanes qui entrent à cette occasion dans l'histoire de la compétition. La troisième place de la CAN-2023 est revenue au Cameroun qui a battu le Rwanda (3-1 : 21-25, 25-15, 25-14, 25-15). La dernière édition du Championnat d'Afrique des nations de volley-ball (dames), disputée en septembre 2021 au Rwanda, avait été remportée par le Cameroun devant le Kenya.

LIGUE 1 (2023-2024) :

PAC-USMA et ASO-MCO, affiches de la première journée

LES RENCONTRES Paradou AC-USM Alger et ASO Chlef -MC Oran, constituent les affiches de la première journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévues les 15 et 16 septembre prochain, selon le calendrier dévoilé jeudi par la Ligue de football professionnel (LFP). De son côté, le CR Belouizdad, entamera la défense de son titre de champion d'Algérie en déplacement chez le nouveau promu, l'ES Souf, alors que le CS Constantine, 2e au classement de la précédente saison, débutera la compétition à l'extérieur face au MC El Bayadh. Cette journée inaugurale de la saison 2023-2024 sera marquée également par un derby algérois opposant le MC Alger au nouveau promu, l'US Ben Aknoun.
L'ES Souf et l'US Ben Aknoun sont les deux nouveaux promus en Ligue 1, au moment où le HB Chelghoum Laid et le RC Arbâa ont été relégués en Ligue 2 amateur.
Programme de la 1re journée (15 et 16 septembre) :
USM Khenchela- ES Sétif
Paradou AC- USM Alger
NC Magra- JS Kabylie
ES Souf- CR Belouizdad
JS Saoura- US Biskra
ASO Chlef- MC Oran
MC Alger- US Ben Aknoun
MC El Bayedh- CS Constantine.

ATHLÉTISME/MONDIAUX 2023 (800 M, FINALE)

Sedjati et Moula en piste pour l'or ce soir !

Le jour de gloire pour nos deux champions ? Plus qu'un souhait, on y croit ferme.



Les deux derniers espoirs de médailles algériennes.

Ce soir, vers les coups de 19H30, à Budapest, Moula et Sedjati, les deux derniers espoirs de médailles algériennes, entreront en piste. Pour l'or et rien d'autre. Le podium pour les deux avec la casquette de champion et de vice-champion en jeu. Au pire le bronze. Un Samedi 26 août, finale du 800 mètres masculin des championnats du monde d'athlétisme 2023 à Budapest, en Hongrie. Les portes de la postérité déjà entre-ouvertes grandement par des demies-finale réglées au quart de tour. Trois places pour huit finalistes, dont deux gazelles algériennes qui promettent tant. Sans la jouer superstars : Slimane Moula et Djamel Sedjati. Deux jeunes athlètes qui, du haut de leurs 23 ans, ne sont plus à présenter tant leurs récentes performances sur leur distance de prédilection plaident pour eux. En se classant premier et second de leur demi-finales respectives, jeudi 24 août, est-il un signe de Dieu que ce soir ce sera le bon ? 800 mètres. Long et court à la fois. Au bout, une médaille dans le plus pur métal, le plus prisé, le vermeil. Une médaille mondiale en récompense de leurs dernières sorties. Imiter Taoufik Makhloufi et sa course folle, ses foulées majestueuses l'ayant conduit, tout en haut de la hiérarchie et ouvrir une page de légende, est le voeu. Qui de Moula ou de Sedjati le fera ? Et si c'était finalement les deux en se partageant les honneurs ? L'ancien spécialiste des courtes distances, Moula, a pour lui, pronostiquent les observateurs avertis, ses qualités de finisseur doublé de sprints finaux ravageurs. En leader africain (tout récent champion d'Afrique), son ambition est de faire respecter son rang de grand du continent en s'adjugeant une nouvelle breloque devant les géants mondiaux. Sedjati, connu notamment pour sa régularité sur une distance dont il est un pur spécialiste, respire actuellement la confiance en raison de ses nombreux coups de maître qui lui ont valu la reconnaissance de ses pairs avant de s'illustrer, il y a une année (2022) aux mondiaux d'Eugene (USA) avec une place de 2e et l'argent, derrière l'intouchable, le monstre kenyan, Emmanuel Korir, également champion olympique, que lui et son compère Moula, retrouvent sur leur chemin pour, encore une fois, l'OR. Drôle de défi pour les deux DZ. Et que d'honneurs. Tout le pays prie pour eux, à eux de faire le reste . . .

A.A

PARA-JUDO (JEUX MONDIAUX-2023) :

Médaille de bronze pour l'Algérien Ishak Ould Kouider

LE PARA-JUDO algérien (judo pour visuels), Ishak Ould Kouider a remporté la médaille de bronze aux Jeux mondiaux-2023 de l'IBSA (fédération internationale de sports pour visuels), de Birmingham en Angleterre, réussissant un grand coup dans l'optique d'une qualification aux jeux paralympiques de Paris en 2024. Engagé dans la catégorie des J2 -60kg, Ould Kouider a entamé la compétition avec un succès face à l'Ukrainien Davyd Khorava (8e de finale), avant de perdre, devant Kemran Nurillaev (Ouzbékistan), vainqueur du tournoi face au Géorgien Nukri Migrijanashvili. La performance du para-judoka algérien a été obtenue, lors des repêchages où il a réussi trois combats face à de solides concurrents : Roland Hawthorne (USA), Gavilan Lorenzo (Espagne) et Sherzod Namozov (Ouzbékistan) pour monter sur la 3e marche du podium. «Le résultat d'Ishak Ould Kouider est révélateur de beaucoup de potentialité et de progression chez cet athlète. Cela dénote aussi qu'avec une bonne prise en charge à tout point de vue, lui et d'autres d'ailleurs athlètes, peuvent faire valoir beaucoup de satisfaction au para-judo algérien, si les moyens de préparation suivent, notamment la participation à des tournois internationaux», a expliqué



l'entraineur national, Nadir Belarbi. En outre, cette médaille devra ajouter de précieux points à Ould Kouider au classement mondial de qualification aux Jeux paralympiques, surtout qu'il a battu à Birmingham, le second au classement mondial (Davyd Khorava), l'Espagnol (Gavilan/3e mondial) et Sherzod (5e mondial). En plus, le leader au classement mondial, avant les jeux de Birmingham, le Brésilien Da Sila Thiego s'est contenté d'une 9e place, de même que le Coréen Lee Min Jae (4e mondial, mais seulement 9e aux JM-2023). Tant de facteurs qui peuvent faire valoir à Ould Kouider encore des points et beaucoup de satisfaction. Idem pour son coéquipier, Abderrahmane Chetouane (J1 +90kg), qui a terminé son concours en 7e position. Chetouane a bien débuté face au Grec Parachristos au 1er tour. Mais, en quart de finale, il perd par Ippon contre Ilham Zakiyev (Azerbaïdjan) qui a pris la médaille d'argent, derrière le Brésilien Wilians Araûjo, et devant le Truc Onur Tastan et le Moldave Ion Basoc. Repêché par la suite, Chetouane a gagné d'entrée face au Hollandais Knegt D., avant de laisser passer sa chance de médaille de bronze face au Français Grandy.J., un athlète que l'Algérien avait, à plusieurs occasions, rencontré et toujours battu. Interrogé sur le bilan de la participation algérienne avec seulement deux para-judokas aux Jeux mondiaux de Birmingham, l'entraineur national, s'est « montré franchement satisfait dans l'ensemble». «Par apport à la préparation dont ont bénéficié les athlètes, je ne m'attendais pas à revenir avec une médaille de bronze et une 7e place, face à des adversaires que nos deux capés connaissent bien, qui viennent de sortir d'une bonne compétition continentale et surtout qui ont énormément progressé», a-t-il dit.

LE 1ER A CONCÉDÉ UNE DÉFAITE À DOMICILE, LE 2E BATTU PETITEMENT EN DÉPLACEMENT

Le CSC veut y croire, l'ASO y croit !

Avec des fortunes diverses, et tous deux défaits la semaine dernière lors de la première manche du 1er tour préliminaire, nos deux représentants en Ligue des champions et coupe de la CAF, à savoir le CS Constantine et l'ASO Chlef, disputeront la manche retour avec l'espoir, aujourd'hui, respectivement à Sousse (16H00) pour les Sanafirs, et Rouïba (Alger, 20H00) pour les Chélifiens, de refaire leur retard et valider ainsi leur billet pour le prochain tour.



Mission difficile pour les clubs algériens.

Par Azouaou Aghiles

DU 50-50 POUR CHLEF

Une mission presque impossible et une autre dans les cordes. On commence par la moins difficile et l'ASO/ Chlef qui, si elle a perdu à l'aller au Bénin, où la recevait les Nigérians du Bendel Insurance, a pu préserver l'essentiel en revenant chez elle avec de moindres frais. Engagés en Coupe de la Caf, les Lions du Cheliff ont assuré le coup en ne concédant qu'une courte défaite (1-0) qui leur permet de croire vraiment renverser la vapeur pour peu qu'ils sortent le match attendu devant un adversaire nigérian qui ne fera pas le déplacement en victime et défendra crânement sa maigre avance d'un but qui pourrait s'avérer suffisante. Comme quoi, les détenteurs de la Coupe d'Algérie, entrés en stage dans la capitale depuis quatre jours, n'ont qu'un crédo en tête : la qualification, rien que la qualification et aller le plus loin possible dans cette compétition continentale. Mais il leur faudra pour cela trouver la meilleure tactique pour combler leur retard et ne pas se louper alors que leur destin est entre leurs mains. Avec un succès qui leur fera oublier les regrets du match aller où, comme dira le coach Yaiche qui regrettait la défaite de ses hommes avec de l'amertume, « il y avait de la place pour le moindre mal, le nul ». Regrettant également le manque flagrant de préparation de ses troupes, le successeur de Amrani garde la tête froide et se dit « optimiste quant à l'issue de la rencontre » et donc « la qualification. » S'agissant de l'adversaire du Bendel Insurance, dans le camp algérien, on se prépare à une partie difficile. Un match musclé, sachant que pour défendre leur but d'avance, signé Imad Osarenkhoe (42e) juste avant la mi-temps, tous les moyens seront bons. Pas la peine de rappeler que Chlef est prévenu que la soirée sera tout sauf une partie de plaisir.

LE CSC PEUT-IL ENCORE CROIRE AU MIRACLE ?

En Ligue des champions, le CSC, qui vient de rater lamentablement son retour dans cette prestigieuse épreuve après cinq longues saisons d'absence, a presque joué ses ultimes chances d'y faire carrière après l'échec cuisant (0-2) dans son antre de Hamlaoui face à des Tunisiens de l'ES Sahel ravis de l'aubaine. C'est avec un moral sérieusement affecté que les Sanafirs ont pris l'avion pour Sousse avec l'intention de revenir avec le ticket qualificatif en poche. Un objectif relevant malheureusement du miracle, pas seulement en raison du score de l'aller mais surtout la qualité de l'adversaire qui part avec un ascendant psychologique certain, l'avantage des deux buts d'avance faisant le reste puisque les Soussiens n'auront pas à trop forcer sur leur talent pour terminer le boulot. Ni trop se découvrir au risque de se faire surprendre. Tenus à l'exploit, si ce n'est pas au miracle, les Vert et Noir, qui n'ont rien à perdre, s'ils sont conscients qu'ils n'ont pas les faveurs des pronostics et que c'est même mission impossible, ne comptent sûrement pas refaire le même match qu'à Constantine et se laisser faire aussi facilement en prêtant à nouveau le flanc en défense face aux champions de Tunisie qui, au passage, ont plus de matchs dans les jambes avec, pour preuve, une 1ère journée de championnat de Tunisie disputée mercredi. Miracle alors ? Le président du club de la Ville des Ponts Suspendus, Boulahbib , ne semble pas y croire quand il appelle les fans à être « réalistes » comme il se garde de « leur vendre du rêve ». Tout est dit apparemment même si le football nous réserve souvent bien des surprises.

A.A

LE PROGRAMME (AUJOURD'HUI, SAMEDI 26 AOÛT 2023) :

Sousse (Tunisie, 16 H30) :
ES Sahel- CS Constantine
Alger (Rouiba, 20H30, entrée gratuite) :
ASO/ Chlef- Bendel Insurance (Nigeria)

APRÈS AVOIR PASSÉ LA VISITE MÉDICALE

Islam Slimani signe officiellement à Coritiba jusqu'au 31 décembre 2024

L'ATTAQUANT international algérien Islam Slimani, en fin de contrat avec Anderlecht (Div.1 belge), s'est engagé avec Coritiba FC jusqu'au 31 décembre 2024, a annoncé le club brésilien de première division jeudi. «Islam Slimani, meilleur buteur de l'histoire de l'équipe nationale algérienne, a débarqué au Brésil pour renforcer Coritiba jusqu'au 31 décembre 2024» a indiqué la formation brésilienne dans un communiqué publié sur son site officiel. «Avec ces couleurs, j'ai marqué l'histoire, le vert et le blanc font partie de ma vie. Curitiba est une ville où je suis très heureux, j'ai marqué un but en Coupe du monde(...) J'apprécie la confiance du PDG Carlos Amodeo et du directeur Arthur Moraes. Avec ce grand public, je veux écrire l'histoire de Coxa» a déclaré Slimani au site officiel du club. L'ancien attaquant du CRB est arrivé mercredi au Brésil pour officialiser son transfert avec Coritiba FC. Il avait été accueilli en superstar par des centaines de supporters



à son arrivée dans un jet privé. L'inusable actuel meilleur buteur historique de l'équipe nationale (41 buts), a décidé de se lancer dans un nouveau défi, lui qui veut rester dans le haut niveau. Slimani (35 ans) devient du coup le premier international algérien à évoluer au pays du Roi Pelé. Le joueur souhaite rester compétitif avec les Verts dans la perspective de la CAN-2023 (décalée à 2024) en Côte d'Ivoire, voire le Mondial 2026. Loin de la compétition depuis trois mois, Slimani sera le grand absent de la prochaine liste de l'équipe nationale, en vue des deux prochains matchs de l'équipe nationale : le 7 septembre face à la Tanzanie au stade du 19 mai 1956 d'Annaba, en clôture des qualifications de la CAN-2023 (décalée à 2024), et le 12 septembre en amical face au Sénégal au stade Abdoulaye Wade à Dakar. Battu dimanche à domicile par le CR Flamengo (2-3), Coritiba FC pointe à la 19e et avant-dernière place au classement du championnat avec 14 points, au terme de la 20e journée.

POUSSÉ À LA SORTIE AVANT MÊME DE DÉFAIRE SES VALISES

Bouakaz ne sera pas le nouvel entraîneur du MC Oran

L'ENTRAINEUR TUNISIEN, Moaz Bouakaz, s'est retiré de la barre technique du MC Oran après avoir dirigé une seule séance d'entrainement par laquelle il comptait lancer les préparatifs d'intersaison, a-t-on appris mercredi du club oranais de Ligue 1. Le technicien, qui a déjà eu deux passages au MCO, a été engagé par le séquestre judiciaire, le responsable de la société sportive par actions (SSPA) du club depuis quelques mois, et ce, en attendant l'accomplissement des procédures administratives d'usage pour permettre à la compagnie Hyproc, qui vient de s'approprier de 90% des actions de la SSPA, d'entrer en scène. Selon la même source, le nouvel actionnaire majoritaire du MCO serait plutôt favorable à une autre option au niveau de la barre technique, en tablant sur le recrutement de Kheïreddine Madoui, ce qui a incité Bouakaz à mettre un terme prématuré à sa troisième expérience avec les Hamraoua. La compagnie «Hyproc», spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures, a entamé son travail visant à «remettre de l'ordre dans la maison», afin de permettre au club de redémarrer sur de «bonnes bases», assure-t-on. Les futurs responsables techniques et administratifs de la formation phare de la capitale de l'Ouest, devront également trancher sur les contrats signés par le séquestre judiciaire avec quatre joueurs (Motrani, Guenina, Benboulaid et Benharane). La préparation d'intersaison au MCO est pour l'heure gelée, en attendant les nominations des membres des nouveaux staffs techniques et administratifs, sachant que le coup d'envoi du championnat est fixé au 15 septembre.

ES SÉTIF :

L'Entente en Tunisie pour son second stage

L'ES SÉTIF s'est envolée, mardi, pour la ville tunisienne d'Ain Draham (Tunisie) pour y effectuer un deuxième stage d'inter-saison qui se poursuivra jusqu'au 6 septembre prochain, a appris l'APS auprès de la direction du club. La même source a précisé que la délégation de l'Entente comprend, en plus du staff technique, conduit par l'entraîneur Abdelkader Amrani, et de l'encadrement médical et administratif, 28 joueurs qui bénéficieront, à Ain Draham, de toutes les conditions pour bien se préparer. Parmi les 28 joueurs ayant fait le déplacement en Tunisie, 16 nouvelles recrues, 8 de l'effectif de la saison dernière, et 4 promus de l'équipe U-21, a-t-on également indiqué de même source. Pour rappel, les « Aigles Noirs », désormais dans le giron du groupe Sonelgaz, avaient effectué un premier stage à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Benian (ESHRA), à Alger.

ELECTRIFICATION DE QUINZE ZONES À TÉBESSA

Près de 390 millions de DA alloués

Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants de la daïra frontalière d'El Kouif, dans la wilaya de Tébessa, une enveloppe financière de près de 390 millions de dinars a été allouée pour l'électrification de 15 zones d'habitation. C'est ce qu'a indiqué, mercredi, Salah Nedjaoum, directeur de l'énergie et des mines.

Le même responsable a ajouté que cette dotation financière, puisée des programmes sectoriels de développement, permettra de raccorder à l'électricité un total de 892 foyers situés dans les communes d'El Kouif, de Bekkaria et de Boulhaf-Dir.
Concernant ce projet, le même responsable a expliqué que le réseau de distribution qui s'étend sur 95 km, a été entamé pour le raccordement de 10 groupements d'habitation, en attendant le lancement des travaux dans les 5 autres, «dès la finalisation des procédures réglementaires relatives aux marchés publics ». M. Nedjaoum a précisé que ce projet d'électrification permettra de raccorder au réseau 531 foyers dans la commune de Boulhaf-Dir, 249 à El Kouif et 112 autres à Bekkaria.
Grâce à ces opérations, la couverture par le réseau électrique de la région frontalière de la wilaya de Tébessa connaîtra une « sensible amélioration », a affirmé le directeur de l'énergie et des mines, ajoutant que cet investissement public de près de 390 millions de dinars « vise principalement à améliorer les conditions de vie des habitants, et à favoriser la fixation des populations ». Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que la société de distribution de l'électricité et du gaz a procédé au mois de juin dernier, dans la même commune d'El Kouif, à des travaux portant sur le raccordement de plus de 420 foyers au réseau de gaz naturel.
Un projet, qui avait nécessité un investissement public de 119 millions de dinars, sera réceptionné et mis en service « au début de l'année prochaine », avait précisé M. Lazreg Benmaâzouza directeur local de la Société de distribution de l'électricité et du gaz.
Cette opération de raccordement d'un réseau de distribution d'une longueur de 47,5 km, vise à améliorer les conditions de vie des habitants de cette région frontalière, connue pour son froid rigoureux en hiver, et leur épargnera de se déplacer à la recherche de bonbonnes de gaz butane, avait précisé le même responsable.
En outre le même responsable avait rappelé, que depuis le début du mois de juin en cours, pas moins de 798 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans les communes de Boulhaf-Dyr, de Boukhadra et de Tlidjen, a rappelé. **A.S**



VIEUX KSAR DE OUARGLA

Un patrimoine culturel à préserver



LA PRÉSERVATION du patrimoine culturel du vieux Ksar d'Ouargla constitue l'une des missions assumées par l'association culturelle El-Kacimia dans le cadre de son programme visant la protection du legs matériel et immatériel de ce site ancestral, ont annoncé des responsables de cette association. L'association dispose ainsi d'une bibliothèque riche en quelques 300 titres d'ouvrages et de manuscrits traitant l'histoire de la région d'Ouargla, différentes ères, les anciens érudits et Chouyoukh ayant marqué la vie culturelle et religieuse de la population locale, a indiqué le président de l'association, Brahim Rezki.
Cet espace culturel renferme également des publications riches en données et informations sur le quotidien des habitants du Ksar, dont des activités agricoles, artisanales, culturelles, artistiques, en sus d'autres sur l'organisation de la structure familiale, mariage notamment, le partage d'héritage et d'autres affaires sociales.
Selon M. Rezki, la bibliothèque assume entre-activités la sensibilisation des jeunes sur l'importante préservation du patrimoine matériel et immatériel, et la vulgarisation des composantes de ce legs à la satisfaction des générations montantes, en plus de l'animation des ateliers sur la préservation des jeunes des maux sociaux.
Les activités de réalisation des travaux manuels, de récitation du saint Coran et la formation de chorales, figurent au programme de l'association, a-t-il ajouté.
Créée en février 2016, l'association El-Kacimia entend mettre en place une commission scientifique composée des enseignants et hommes de lettres à dispenser des cours et communications au profit des jeunes en vue de les contenir, les accompagner et les prévenir des fléaux sociaux menaçant sur la cohésion sociale, a indiqué le président de l'association.
R.R

ECOLES CORANIQUES À MASCARA

Plus de 32.700 nouveaux inscrits durant l'été

LA DIRECTION des affaires religieuses et waqfs de la wilaya de Mascara a dénombré 32.712 nouveaux inscrits dans les écoles coraniques, a fait savoir, mercredi, cette instance.
Le nombre d'inscrits dans ces écoles a connu une hausse par rapport à la même période l'année passée, au cours de laquelle il a été recensé 30.000 inscrits, a indiqué la même source, expliquant cela par l'intérêt grandissant des parents à l'enseignement du Coran, qu'ils trouvent « très bénéfique à l'assimilation des programmes scolaires » par leurs enfants.
La réouverture de cinq écoles d'enseignement coranique au niveau des mosquées et des zones urbaines de la wilaya, ayant fait l'objet d'opérations de réhabilitation et d'aménagement, a contribué à augmenter le nombre d'inscrits en été dans ces structures d'éducation religieuse.
Les nouveaux inscrits, dont l'âge oscille entre 6 et 8 ans, sont répartis entre les écoles coraniques rattachées aux mosquées et aux zaouias dans les groupements d'habitat urbains et ruraux, mais aussi au niveau de l'antenne du centre culturel islamique. Ces écoles sont ouvertes de fin juin dernier à septembre prochain.
Dans le but d'augmenter le nombre d'inscrits au début de la rentrée sociale, la direction du secteur a établi récemment un programme spécial comprenant l'ouverture d'un nombre additionnel de classes d'enseignement coranique au niveau des mosquées dans les quartiers et les villages, en plus de l'attrait de bénévoles pour encadrer l'enseignement coranique.
Le programme, qui n'est pas limité dans le temps, comprend la dotation de quatre établissements éducatifs de matériels et d'outils nécessaires pour l'enseignement coranique dans les communes de Tighennif, Oued Taghia et Matmor, avec le concours d'associations, en plus de concours entre les inscrits dans les écoles coraniques des mosquées et Zaouïa.
Le secteur des affaires religieuses et waqfs dans la wilaya dispose de 421 écoles coraniques dotés de plus de 300 encadreurs.
R.R

HICHEM BOUSSAHELA METTEUR EN SCÈNE AU *JEUNE INDÉPENDANT*

«Le talent de Souad Djenati n'a pas reçu la reconnaissance méritée dans le monde du cinéma»

Le metteur en scène Hichem Boussahela revient dans cet entretien, sur sa participation au Festival du monodrame de Zarka cette semaine en Jordanie, ou sa pièce « Mira » a récolté, deux prix, celui du meilleur texte et de la meilleure interprétation féminine. Boussahela partage les coulisses de sa victoire, ses réflexions sur l'évolution du monodrame arabe et l'impact d'une collaboration intime avec la comédienne Souad Djenati.

Propos recueillis par Meriem Djouder



Le Jeune Indépendant : « Mira » a récemment remporté deux prix au Festival du Monodrame de Zarka en Jordanie. Pouvez-vous nous parler de votre participation à cet événement ?

Hichem Boussahela : Notre participation à la première édition du Festival du Monodrame de Zarka en Jordanie a été une expérience nouvelle et enrichissante. Nous avons eu l'opportunité de présenter « Mira » aux côtés de troupes provenant de dix pays arabes, chacune apportant ses propres œuvres reflétant des cultures et des orientations théâtrales variées. Cette diversité était à la fois stimulante et enrichissante. Remporter deux prix, celui du meilleur texte et de la meilleure interprétation féminine, a été un véritable honneur pour nous. Nous sommes ravis de constater l'accueil chaleureux que notre pièce a reçu, notamment sur les réseaux sociaux suite à notre sacre. Cette expérience se rapproche de nos expériences passées, où nous avons eu la chance de partager notre travail dans différents pays tels que les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït. Ajouter la Jordanie à notre liste était une étape importante pour nous. À chaque fois, nous nous efforçons de surmonter la barrière de la langue, qui est généralement un défi.

Il est gratifiant de constater que notre dialecte algérien peut être accessible et compréhensible pour un public diversifié, tout comme les dialectes syriens ou égyptiens le sont à travers diverses formes artistiques qu'ils présentent, telles que les séries télévisées, la musique et le théâtre. Au départ, certains pays arabes participants craignaient de ne pas saisir toutes les subtilités de notre pièce en raison de la spécificité de notre dialecte, mais cela s'est avéré être une préoccupation infondée.

Souad, quant à elle, a brillé sur scène comme à son habitude. Son interprétation était authentique et impressionnante, véhiculant une grande vérité émotionnelle. Je suis fier de sa performance et de son engagement. À chaque festival, elle ne cesse de nous surprendre et de revenir avec des prix mérités.

Comment avez-vous trouvé le niveau de compétition et des monodrames arabes présentés lors du festival ?

La compétition était à la hauteur, avec une diversité marquante dans les approches artistiques. Nous avons été privilégiés de découvrir des figures importantes du quatrième art arabe, comme l'égyptienne Ayda Fahmy et son monodrame « Farida », parmi bien d'autres. Cette opportunité nous a également permis d'explorer les créations de divers pays arabes, chacune arborant son propre style distinct. Des nuances significatives se dégagent dans la mise en scène et la scénographie, avec une utilisation parfois prédominante du décor. Cette variété a retenu des réflexions intéressantes, tant pour moi que pour Souad, en tant que comédienne.

Au cours de nos dix années d'expérience dans le monodrame, nous avons observé une évolution remarquable chez les jeunes artistes arabes, qu'ils soient comédiens, metteurs en scène ou dramaturges. L'art du monodrame prend une grande ampleur dans le monde arabe et a véritablement conquis un public fidèle au fil des années.

Cependant, j'aimerais nuancer le terme « compétition » dans ce contexte, en particulier lorsqu'il s'agit de festivals artistiques. Je préfère le concept de « partage », où chaque participant présente sa propre expérience artistique. Il est essentiel de maintenir un esprit de renouveau, en explorant constamment de nouvelles techniques et formes artistiques.

En ce qui concerne les prix fixés lors de tels événements, je trouve qu'il serait bénéfique de sortir des schémas traditionnels. Un modèle similaire à celui observé en Europe ou aux Émirats arabes unis pourrait être adopté, où les prix seraient attribués par des directeurs de festival en vue de faciliter la distribution des spectacles, ou encore par des managers pour offrir aux comédiens des opportunités de participation à de nouveaux projets. De même, les metteurs en scène pourraient obtenir des opportunités de collaboration avec d'autres producteurs. Cette approche pourrait propulser les pays arabes vers de nouveaux horizons et favoriser leur développement artistique.

Pourquoi avoir choisi de participer avec « Mira », malgré que son texte date de 2015, alors que vous avez également « Lalouna », produite en 2020 ?

Souad Djenati et moi avons collaboré pour mettre en scène le spectacle « Maya » en 2012, « Mira » en 2015, suivi de « Laloula » en 2020, qui est notre production la plus récente. « Maya » a rencontré un grand succès et a été présenté dans de nombreux pays arabes, européens et africains. Au cours des deux dernières années, nous avons choisi de mettre en avant le spectacle « Mira ».

Nous avons opté pour « Mira » en raison de sa résonance avec nos valeurs et notre cause en tant qu'Arabes et Africains. Notre choix s'est construit en observant quel spectacle convient le mieux à tel festival, public ou pays. Il s'agit en effet d'une stratégie de distribution réfléchie.

Ces trois spectacles « Mira », « Maya » et « Laloula », continueront d'avoir un impact significatif ensemble. Leur contenu aborde des questions humanistes intemporelles, et les textes restent pertinents malgré le passage des années. Les causes qu'ils mettent en avant restent universelles, et c'est grâce à l'engagement inébranlable de Souad sur scène qu'ils parviennent à rester actuels et à conserver une aura de fraîcheur.

Travailler avec Souad Djenati, avec qui vous partagez à la fois votre vie et la scène, représente-t-il un atout dans le succès de vos œuvres théâtrales ? Comment cette collaboration personnelle et professionnelle influence t-elle la réalisation de vos visions créatives ?

Il est important de souligner que Souad demeure avant tout ma meilleure amie, mon épouse, la mère de notre fille et une conseillère de confiance. Sur le plan professionnel, j'aime travailler avec elle car elle reste professionnelle.

Sa maîtrise de son métier est incontestable, elle s'investit de manière exceptionnelle dans son travail. Elle préfère se dévouer pleinement sur scène, afin de ménager le metteur en scène. Si je travaille six heures, elle en travaillera dix sans hésiter. Son dévouement envers son art est inégalé, et elle s'efforce constamment de se perfectionner, d'ajouter une dimension supplémentaire à nos spectacles. Avec une expérience de quinze ans dans le quatrième art, elle a collaboré avec de nombreux metteurs en scène au fil du temps.

Le talent de Souad Djenati n'a pas reçu la reconnaissance méritée dans le monde du cinéma. Je souhaite la voir évoluer dans ce domaine, étant donné qu'elle a déjà marqué sa présence dans le domaine télévisuel.

Quels sont vos projets futurs en tant que metteur en scène ?

Actuellement, je suis sur deux nouveaux projets dans le domaine du monodrame. Pour ces créations, j'ai eu la chance de collaborer avec deux comédiennes exceptionnelles issues du monde de la télévision qui m'ont sollicitée. Parallèlement, je prépare également un autre spectacle en compagnie de Souad Djenati. Cette fois-ci, ce sera un duo sur scène.

En plus de ces projets, je suis en pourparlers avec plusieurs théâtres régionaux pour lesquels j'ai proposé divers textes et concepts. J'attends avec impatience leurs réponses.; **M. D.**







Japon : ce qu'il faut savoir sur l'eau de Fukushima, rejetée dans le Pacifique



Le gouvernement japonais a officialisé sa décision d'évacuer dans l'océan plus d'un million de tonnes d'eau traitée mais toujours radioactive de la centrale nucléaire dévastée de Fukushima Daiichi, une opération qui pourrait s'étaler sur plusieurs décennies.

L'eau de Fukushima devrait commencer à être rejetée à partir du jeudi 24 août. Bien que les autorités et des experts scientifiques assurent que cette dilution dans le Pacifique sera sans risque pour la santé humaine et l'environnement, ce projet est très contesté par des ONG et des pêcheurs locaux. Pékin et Séoul ont aussi exprimé leurs inquiétudes.

De quelle eau s'agit-il ?

Quelque 1,25 million de tonnes d'eau sont actuellement stockées dans plus d'un millier de citernes près de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi (nord-est du Japon), dévastée par le séisme et tsunami du 11 mars 2011.
Cette eau provient de la pluie, de nappes souterraines ou des injections nécessaires pour refroidir les coeurs des réacteurs nucléaires entrés en fusion après le tsunami de 2011.
Elle est traitée via un dispositif appelé "ALPS", pour être débarrassée de la plupart de ses substances radioactives (radionucléides), mais pas du tritium, lequel ne peut être éliminé avec les techniques actuellement disponibles.
Le tritium n'est dangereux pour la santé qu'à très forte dose, selon les experts. Il se désintègre à 50% au bout de 12 ans environ (une à deux semaines dans le corps humain), en émettant des rayonnements bêta de faible énergie.

Pourquoi ce choix ?

Les capacités de stockage sur place devant arriver à saturation au second semestre 2022, une prise de décision urgente sur l'eau "tritiée" était requise.
En janvier 2020, un groupe d'experts mandatés par le gouvernement avait préconisé une dilution progressive dans l'océan, plutôt que la solution alternative d'une évaporation dans l'air. Le rejet en mer d'eau tritiée est "déjà pratiqué au Japon et à l'étranger" depuis des centrales en activité, et donc "plus faisable", avaient estimé ces experts.
L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a aussi estimé que cette solution était "en adéquation" avec des pratiques "bien établies" dans le monde entier. Le porte-parole du gouvernement japonais Katsunobu Kato a assuré mardi que la dilution en mer, qui sera supervisée par l'AIEA par souci de transparence, réduirait les niveaux de tritium bien en-deçà des normes nationales et des standards de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'eau potable.

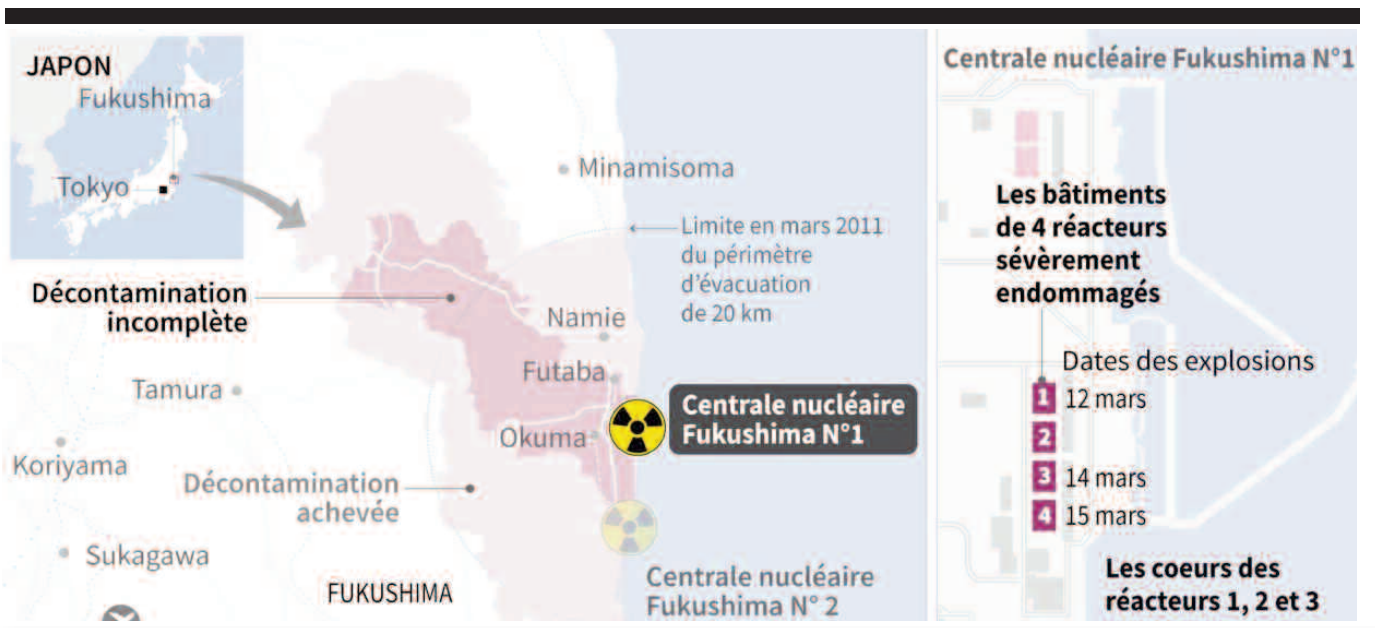
Pourquoi est-ce controversé ?

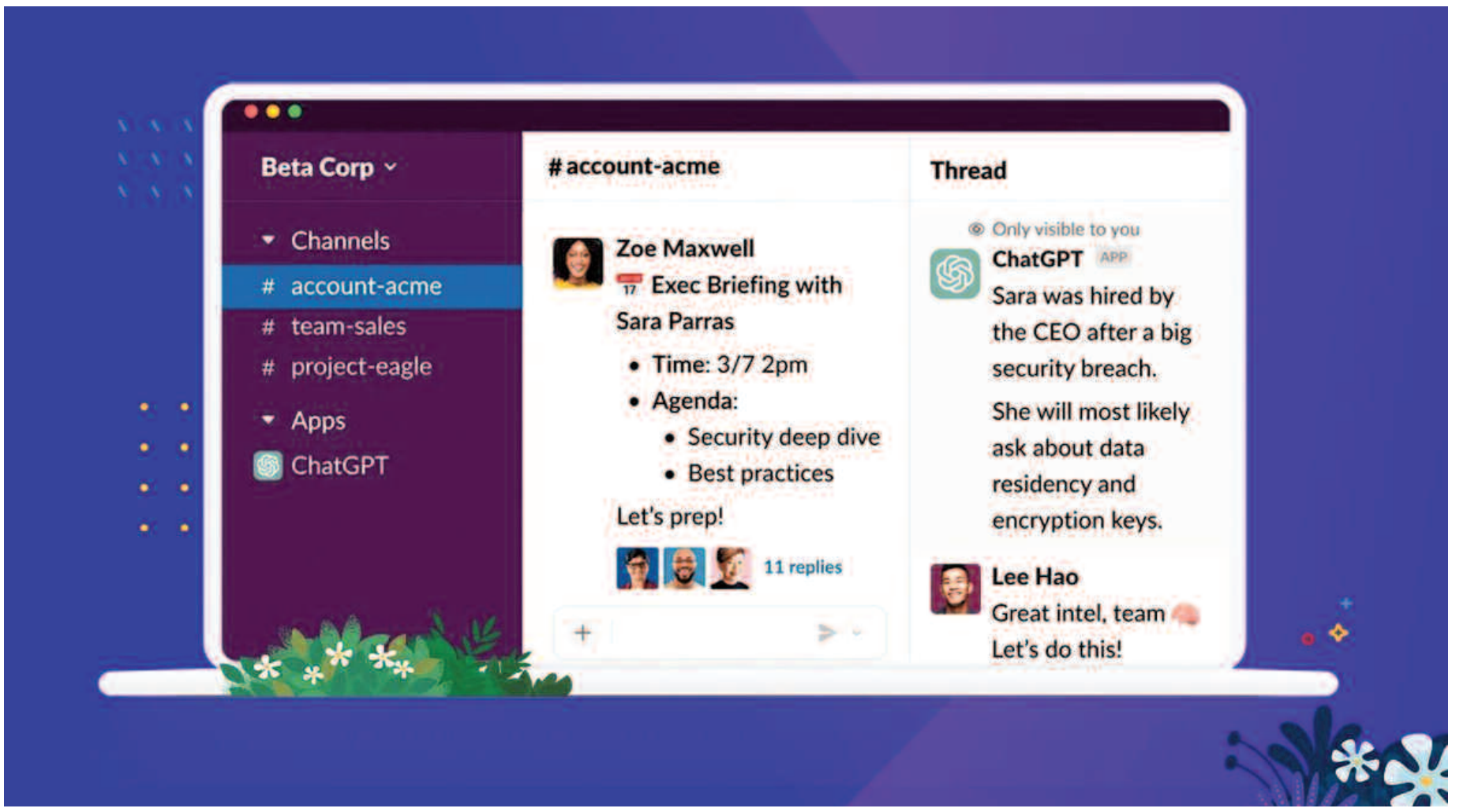
Des organisations environnementales comme Greenpeace relèvent que l'eau de Fukushima contient d'autres éléments radioactifs comme du carbone 14, risquant selon elles d'intégrer la chaîne alimentaire et endommager l'ADN en cas de doses accumulées sur le long terme.
Ces ONG préconisaient un stockage durable, le temps que les technologies de filtration de l'eau soient suffisamment améliorées.
Les pêcheurs japonais redoutent eux un préjudice d'image : "Le message du gouvernement selon lequel l'eau sera sans danger ne touche pas le public, c'est le gros problème", selon un responsable de l'association des syndicats de pêcheurs de Fukushima interrogé par l'AFP il y a quelques mois.
"Nos partenaires commerciaux nous disent qu'ils vont cesser de vendre nos produits" si le rejet en mer a lieu, et certains consommateurs se plaignent déjà, avait-il ajouté. "Nos efforts pour restaurer l'industrie de la pêche durant la dernière décennie seraient anéantis". Depuis la catastrophe de 2011, tous les produits agricoles du Japon, y compris ceux de la mer, subissent des contrôles sanitaires parmi les plus exigeants au monde.

Des normes de radioactivité deux fois plus sévères qu'au niveau national sont par ailleurs appliquées pour les aliments provenant du département de Fukushima, pour rassurer les consommateurs.

Qu'en disent les scientifiques ?

Pour Michiaki Kai, expert des risques des radiations de l'université des sciences de la santé d'Oita (sud-ouest du Japon), la clé sera de contrôler la dilution et le volume de l'eau tritiée rejetée en mer.
"Il y a un consensus parmi les scientifiques sur le fait que l'impact sur la santé (d'un rejet en mer de l'eau tritiée, NDLR) est minuscule", mais "on ne peut pas dire qu'il y a zéro risque, d'où le fait que ce soit controversé", a-t-il déclaré à l'AFP.





ChatGPT sur Slack. Voici Comment travailler avec le chatbot

Technologie : La plateforme de messagerie professionnelle intègre les capacités d'IA de ChatGPT pour rendre les espaces de travail des utilisateurs plus productifs. Voici ce qu'il faut savoir pour profiter des nouvelles fonctionnalités.

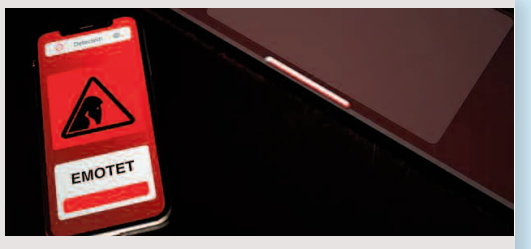
Salesforce a annoncé une association avec OpenAI pour intégrer la technologie d'IA de ChatGPT à sa plateforme Slack.
L'application ChatGPT pour Slack optimisera la façon dont les professionnels communiquent entre eux et les aidera à économiser une ressource précieuse pour l'entreprise : le temps.
L'application, développée par OpenAI sur la plateforme Slack, comprendra diverses fonctionnalités permettant d'accélérer le processus de rédaction et de lecture des messages pour les utilisateurs.
Les utilisateurs de Slack pourront par exemple exploiter les capacités d'écriture qui ont fait la réputation de ChatGPT afin de rédiger des messages en quelques secondes. Ils pourront également prendre connaissance de leurs dernières conversations d'un simple clic grâce à un résumé personnalisé généré par l'IA. Les résumés seront disponibles à la fois pour les canaux et les fils de discussion, afin de rester informé en déplacement.
Enfin, l'application proposera un portail de recherche in-app. Sur Slack, les utilisateurs pourront accéder aux capacités de recherche de ChatGPT pour faciliter la rédaction de messages bien informés sans avoir à quitter l'application ou à utiliser un moteur de recherche.

Partage de cas d'usage pour avoir accès à la fonctionnalité

Cette collaboration fait actuellement l'objet d'un test bêta et n'est pas encore accessible au public.
Cependant, il existe une OpenAI Slack app waitlist que vous pouvez utiliser pour vous inscrire afin de demander l'accès au test bêta.
Pour être pris en compte pour un accès anticipé, le formulaire vous demande de partager votre cas d'utilisation prévu pour l'application Slack de l'OpenAI.

Nouveau regain d'activité du côté du botnet Emotet

SÉCURITÉ : Le très dangereux cheval de Troie vient à nouveau de se signaler avec une campagne d'envoi d'e-mails malveillants.
Le dormeur est-il à nouveau en train de se réveiller ? Comme rapporté par Bleeping Computer, la société de cybersécurité Cofense vient de signaler une reprise de l'activité du botnet Emotet mardi dernier. Cela faisait trois mois environ que ce réseau malveillant n'avait pas donné signe de vie.
Des envois d'e-mails malveillants en provenance du réseau ont en effet été détectés en début de semaine. Ces faux appels à facture contenaient une pièce jointe d'archive de documents bureautiques contenant des macros malveillantes. Une technique hasardeuse, Microsoft ayant repris le déploiement d'une fonctionnalité bloquant les macros non fiables depuis l'été 2022.
En cas d'ouverture des fichiers, le téléchargement depuis l'exécution d'un fichier lié à Emotet était enclenché. Pour éviter la détection par des antivirus, les archives transmises sont obèses, d'un poids supérieur à 500 mégaoctets.



VOLUME D'ENVOI FAIBLE

Toutefois, comme le précise Cofense à Bleeping Computer, le volume d'envoi de ces e-mails malveillants reste faible. Pour l'entreprise, les pirates informatiques derrière le botnet sont toujours dans une phase de collecte de renseignement, en cherchant à cibler de nouvelles victimes. Détecté pour la première fois en 2014, le cheval de Troie bancaire Emotet était devenu l'une des principales menaces informatiques. Ce programme malveillant avait évolué en devenant l'un des couteaux suisses des cybercriminels, permettant la distribution d'autres codes malveillants, comme le relevait l'Anssi dans un rapport en 2020.
Ce rôle clé de précurseur d'autres attaques informatiques en avait fait une cible prioritaire des spécialistes de la cybersécurité. Avec succès : Europol avait annoncé son démantèlement en janvier 2021 après la prise de contrôle de son infrastructure. La justice américaine avait alors signalé l'ampleur de la menace, avec 1,6 million d'adresses IP de machines infectées en un an. Reste que malgré cette belle opération, le botnet fait régulièrement reparler de lui depuis. Le signe que des développeurs sont toujours à l'œuvre derrière le logiciel malveillant.

IA : ils clonent les voix de vos proches pour vous arnaquer, voici comment vous en protéger



Technologie : La prochaine fois que vous recevrez un appel téléphonique d'un membre de votre famille ou d'un ami, assurez-vous d'abord qu'il ne s'agit pas d'un robot.
Imaginez que vous receviez un appel téléphonique vous informant qu'un de vos proches a un problème. Votre instinct vous pousserait probablement à faire tout ce qui est en votre pouvoir pour l'aider, y compris faire un virement bancaire.
Les escrocs sont conscients de ce talon d'Achille et utilisent désormais l'IA pour l'exploiter.
Un article du Washington Post présente un couple de personnes âgées, Ruth et Greg Card, qui ont été victimes d'une escroquerie par usurpation d'identité de cette nature.

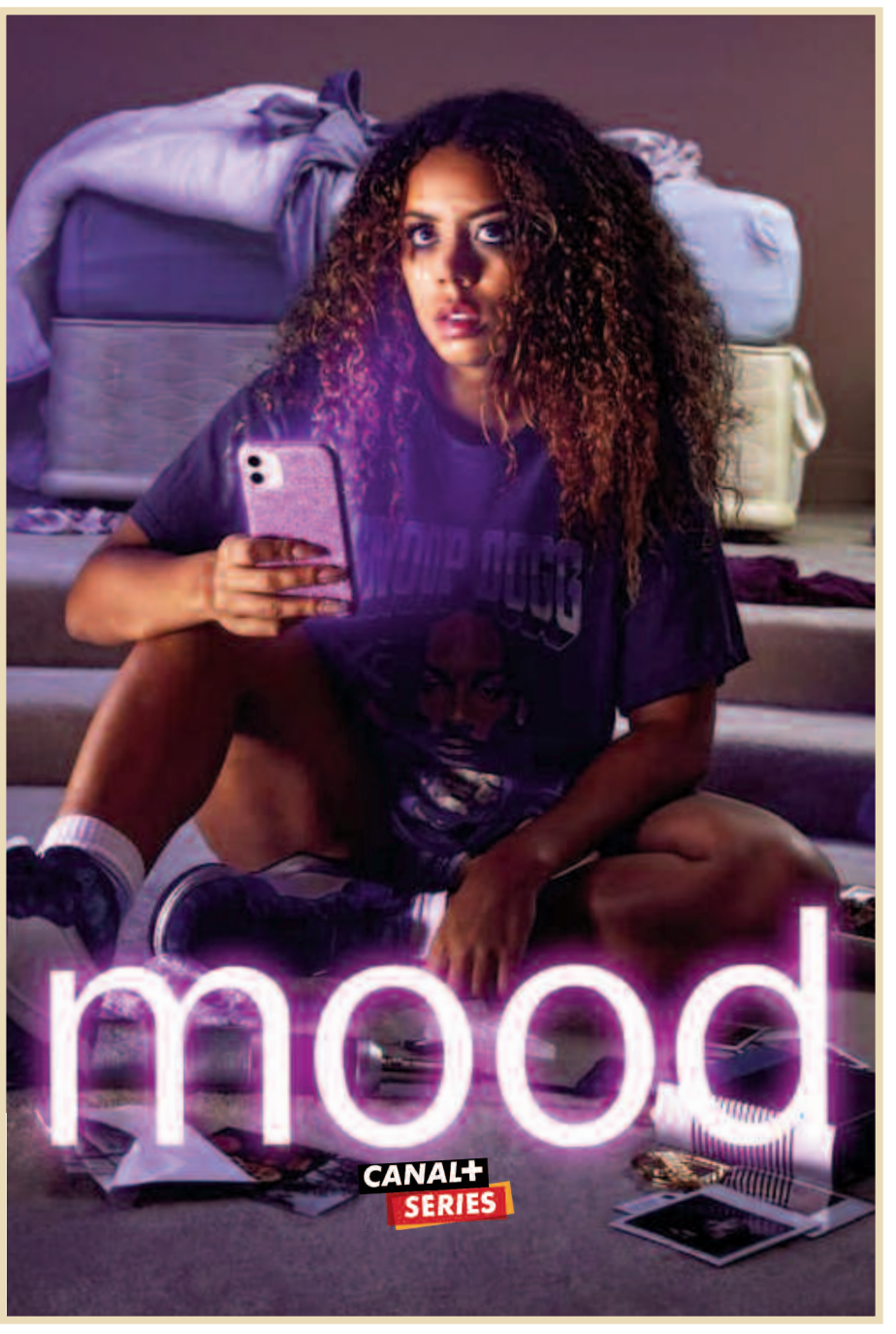












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Divertissement, France 2023 — TF1
Le grand quiz

20h50 Athlétisme / Championnats du monde — 2
Championnats du monde. 8e journée.

20h55 Série dramatique Etats-Unis, 2021 — 6ter
Nine Perfect Strangers

21h00 Rugby : Top 14 — CANAL+
Toulon / Bayonne

20h50 Série humoristique — W9
France 2023
La petite histoire de France

20h50 Cinéma Film d'action — CINE+ FRISSON
Etats-Unis 1986
Top Gun

21h05 Magazine de société — 6ter
France 2019
Vive le camping

20h50 Cinéma Drame France, 2021 — CINE+ PREMIER
Le monde d'hier

20h55 Culture Infos, Variétés — C8
La tournée triomphale des idoles

20h50 Cinéma Thriller, 2022 Etats-Unis — CINE CINEMA
Beast

21h00 Film d'animation — CINE+ FAMIZ
Grande-Bretagne - Etats-Unis, 2022
Maurice le chat fabuleux

21h25 Série policière — TMC
Etats-Unis 1974
Columbo

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique France, 2020

Saison 1 Épisode 4/5/6

La Flamme

Marc apprend que les candidates préparent un grand buffet de tartines beurrées à l'occasion de la fête de la "Jean-Guile". Le célibataire semble être le seul à ne pas connaître cette fête traditionnelle costumée célébrée chaque année et la découvre avec étonnement. De leur côté, les jeunes femmes choisissent leur déguisement pour l'occasion. Contre toute attente, Sarah ressent les premiers signes de l'accouchement durant la fête. La production de l'émission décide de la conduire de toute urgence à l'hôpital. Les prétendantes et Marc l'accompagnent pour la soutenir.

22h54

Série musicale Grande-Bretagne, 2022

Saison 1 Épisode 1/2

Mood

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:23	12:32	16:14	19:11	20:34
CONSTANTINE	04:31	12:38	16:19	19:16	20:39
ALGER	04:42	12:50	16:32	19:29	20:52
OUARGLA	04:41	12:45	16:26	19:22	20:44
CHLEF	04:52	12:57	16:39	19:35	20:58
MOSTAGANEM	04:58	13:02	16:43	19:40	21:02
ORAN	05:02	13:05	16:46	19:43	21:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7672 – SAMEDI 26 AOÛT 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	35°	20°
Oran	36°	22°
Constantine	40°	19°
Ouargla	40°	27°

MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES DE MÉDÉA

Une qaâda dédiée au haïk

Le musée public national des arts et traditions populaires de Médéa a abrité une qaâda consacrée à la présentation du haïk comme «tenue traditionnelle médéenne» et comme un héritage ancestral qui doit être absolument préservé.


Elégance et honneur.

Organisé par la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Médéa, l'événement, qui s'est tenu mercredi dernier, a mis en exergue les différentes facettes d'un vêtement de femme qui a, de tout temps, été considéré comme une marque d'élégance et de féminité, et un moyen de se protéger des regards à l'extérieur du domicile. Ayant été porté par les femmes de la région du Titteri durant des siècles, le haik n'est que rarement visible dans nos contrées actuellement, et encore moins dans les espaces publics des grandes cités urbaines depuis l'arrivée il y a quelques années de nouvelles tenues venues d'ailleurs.

C'est sous le slogan «le haik, élégance et honneur» que la direction de la culture et des arts a lancé l'initiative de mettre à l'honneur ce vêtement dans le but de sa réhabilitation, en organisant pour ce faire une qaâda à l'ancienne, typique à l'ex-capitale du Titteri, avec la participation de deux associations féminines.

Car «le haik fait partie des symboles de l'identité culturelle de la femme algérienne d'une manière générale et de la femme médéenne d'une manière particulière. A Médéa, différents types de haiks sont portés dont, entre autres, haik Mramma qui demeure le plus répandu, haik Achaachi, haik Sefsari, haik nylon en plus des ceintures que les femmes utilisent selon l'occasion et l'âge», a-t-on affirmé lors de la rencontre. Activant dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel propre à la cité médéenne, l'association Dalya des traditions et coutumes de Médéa, l'association Djouher de l'artisanat traditionnel et des métiers ont, conjointement, animé l'événement auquel ont été invités des personnalités locales et des figures emblématiques de la culture. Selon Nacéra Bellazougui, présidente de l'association Dalya des traditions et coutumes de Médéa, «le haik a toujours une valeur sacrée au sein de la société médéenne parce qu'il ajoute au charme de la femme d'autant plus si le haik est de type Mramma qui, d'ailleurs, fait partie des atours lors des cérémonies de mariage».

C'est dans un décor à l'ancienne installé dans le patio de l'établissement public que les présidentes des deux associations ont restitué une qaâda médéenne à l'ancienne, montrant à l'assistance la manière dont se vêtent les femmes et la manière dont s'agencent les pans du haik. La femme peut mettre une voilette pour couvrir la moitié inférieure de son visage ou garder son visage découvert ; elle reçoit ses invités dans une salle de séjour où sont installés des tables basses fabriqués en cuivre et des canapés couverts de tapis et garnis de coussins. Telles ont été les scènes restituées lors de la qaâda. Pour la directrice de la culture et des arts de Médéa, Salima Gaoua, la haik est un legs ancien qui doit être mis en valeur parce qu'il constitue un pan de notre patrimoine culturel et de notre identité nationale. Il a été utilisé comme moyen de résistance et de préservation de la culture et de l'identité contre les tentatives d'occidentalisation des femmes algériennes durant la colonisation.

De Médéa, Nabil Bey

PROMENADE DES SABLETTES

Première station de vélos en libre-service

UNE PREMIÈRE station de vélos en libre-service (vélo-partage) a été mise sur pied au niveau de la promenade des Sablettes d'Alger, attirant un nombre sans cesse grandissant des promeneurs venant des différentes wilayas du pays. Selon l'Office des parcs, sports et loisirs de la wilaya d'Alger (OPLA), cette station lancée en juillet dernier, sera connectée à trois autres d'ici au mois de novembre prochain pour relier le côté Est au côté Ouest -dit El Mourabitoune- de la Promenade des Sablettes s'étalant sur 4.5 km.

Ce projet innovant a été réalisé par un jeune investisseur algérien, Amine Boulghalache, fondateur de l'entreprise BGE-TEC, a-t-on indiqué au niveau de l'OPLA.

«Ce jeune algérien a été aidé dans la conception de cette première station par le leader mondial du système vélo-partage, le canadien PBSC solutions urbaines qui a mis en place les stations vélos dans les plus grandes villes à l'instar de Montréal, Londres, New York et Dubaï» a-t-on précisé de même source.

Selon l'OPLA, à travers le vélo-partage, l'entreprise BGE-TEC voudrait ancrer le principe du développement urbain durable et participer activement au plan jaune que lance la wilaya d'Alger, en mettant en place un nouveau mode de transport.

Ce dernier vise à désengorger les villes en les équipant de stations de vélos modernes, classiques ou électriques pouvant répondre aux besoins du citoyen, en matière de déplacements notamment sur les courts trajets, tout en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre et promouvant l'activité physique.

«L'OPLA a pour projet d'installer des stations similaires au niveau de toutes ses structures afin de permettre aux Algériens d'essayer ce nouveau système», a-t-on ajouté.

S. N.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE SPÉCIALE

Vague de chaleur au centre et à l'ouest du pays

UNE VAGUE de chaleur affecte plusieurs wilayas du centre et l'ouest du pays, aujourd'hui, avec des températures caniculaires qui peuvent atteindre localement 45 degrés Celsius, a indiqué, hier, un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placée en vigilance «Orange», cette vague de chaleur va déferler sur Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Tipasa, Blida, Alger et Boumerdès, avec des températures maximales oscillant entre 39 et 41 degrés Celsius, atteignant localement 42/43 degrés Celsius sur les wilayas de l'Ouest, alors que les températures minimales seront entre 24 et 28 degrés Celsius, a précisé Météo Algérie. La canicule touchera également les wilayas de Sidi Bel Abbes, Mascara, Relizane, Chlef, Aïn Defla, Médéa, Bouira et Tizi Ouzou, avec des températures maximales entre 43 et 44 degrés, atteignant localement 45 degrés, alors que les températures seront entre 26 et 30 degrés Celsius.

S. N.

BÉJAÏA

Un jeune homme décède par noyade à Boulimat

UN JEUNE homme âgé de 25 ans est mort, avant-hier soir, par noyade à la plage de Boulimat, côte-Ouest de Béjaïa. Selon la Protection civile de la wilaya de Béjaïa, «le corps de la victime a été repêché par nos moyens à 20h», a indiqué ce corps, précisant que «la victime est originaire de du quartier Sidi-Ahmed, commune de Béjaïa».

Ainsi, avec cette nouvelle victime, 22 décès par noyade sont enregistrés, depuis le début de la saison estivale, le 17 juin dernier à Béjaïa. La majorité des victimes sont issues des wilayas intérieures du pays et leur mort est intervenue en dehors des heures de surveillance des plages ou avant 9h du matin ou après 19h et aussi dans des plages interdite à la baignade.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur avait, prolongé les horaires de surveillances des plages de deux heures le 10 aout dernier. Il s'agit de garantir la sécurité des estivants et des baigneurs. Ainsi, les plages sont surveillées de 8h du matin jusqu'à 20h au lieu de 9h à 19h comme les années dernières. La Protection civile de la wilaya de Béjaïa, pour sa part, avait organisé le 13 août dernier avec la radio Soummam, une journée de sensibilisation sur les dangers de la mer, les noyades, les brûlures solaires et intoxications alimentaires. Un programme très riche marqué par des émissions spéciales et des reportages a été diffusé à longueur de la journée indiquée. Notons que la protection civile a enregistré, avant-hier à 17h, aussi un accident de la route sur la Rn 09 plus précisément à Bordj Mira, commune de Taskariout, daïra de Darguina, Est de Béjaïa. L'accident a fait un blessé. Lequel a été évacué à la polyclinique d'Amridj dans la région.

N. Bensalem

SELON LA PROTECTION CIVILE

21 mortes par noyade en une semaine

LES SERVICES de la Protection civile ont enregistré en une semaine (18-24 août) 21 morts par noyade, dont 18 au niveau des plages. Le chargé d'information à la Direction générale de la Protection civile, le Lieutenant Youcef Abdat, a indiqué que les services de la Protection civile «ont enregistré, entre le 18 et le 24 août, 21 morts par noyade, dont 18 au niveau des plages et 3 au niveau des plans d'eau».

Des chiffres qui portent le nombre total de morts par noyade, depuis le 1er juin 2023 à «243 morts, dont 177 au niveau des plages et 66 au niveau des plans d'eau», selon le responsable.

Le nombre d'interventions de la Protection civile au niveau des plages depuis le début de la saison estivale «s'élève à 62.524 interventions, qui ont permis de sauver 41.094 personnes», a-t-il ajouté.

M. B.